

L'ARME

SUPPLEMENT A "ALARME"

DE LA CRITIQUE ...

FERMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

" PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, SUPPRIMONS LES POLICES, LES ARMEES,
LA PRODUCTION DE GUERRE, LES FRONTIERES, LE TRAVAIL SALARIE
ARMES, POUVOIR, ECONOMIE AU PROLETARIAT. "

SOMMAIRE

SNCF : PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT ??

LE FRONT POPULAIRE EN FRANCE

ENTRE DEUX ANNIVERSAIRES
14 AVRIL 1931 - 19 JUILLET 1936

REPONSE A EMANCIPACION OBRERA

REPONSE AU GCI : "PRAXIS CONTRE METHODOLOGIE"

PUBLICATIONS DU F.O.R

EN FRANCAIS

<i>Parti-Etat, stalinisme, révolution : G.Munis</i>	.....30,00
<i>Les syndicats contre la révolution : B.Péret, G.Munis</i>	..30,00
<i>Les révolutionnaires devant la Russie et le stalinisme mondial (reproduction de l'édition de 1946) G.Munis</i>	30,00
<i>Le manifeste des exégètes (reproduction de l'édition de 1946) B.Péret</i>	.....30,00
<i>Fausse trajectoire de Révolution Internationale</i>	.....10,00
<i>Alarme spéciale organisation (n°13)</i>	.....5,00
<i>Alarme collection complète par 10 numéros</i>	.....40,00
<i>Pour un second manifeste communiste</i>	.....25,00
<i>Analyse d'un vide, cinquante ans après le trotskisme</i>	..25,00

EN ESPAGNOL

<i>Jalones de derrota, promesa de victoria : G.Munis</i>	...150,00
<i>Pro segundo manifiesto comunista</i>	.....25,00
<i>Llamamiento y exhorto a la nueva generación</i>	.....15,00
<i>Traectoria quebrada de Revolución Internacional</i>	.....10,00
<i>Explicación y llanamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV internacional (1949)</i>	.....15,00
<i>Analisis de un vacío, cincuenta años despues, el trotskismo</i>	
<i>Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial (1946)</i>	
<i>El SWP y la guerra imperialista (1945)</i>	.....30,00
<i>Reproducción por tema de "ALARMA" 1era y segunda serie (1958-1976) : Revolución social y luchas de clase en España, Consciencia revolucionaria y decadencia capitalista, Situación internacional y luchas proletarias, Rusia, China, Cuba y satelites ; C/U</i>	.....55,00

ITALIE - GRECE

<i>Per un secondo manifesto comunista</i>	.....35,00
<i>La gauche communiste en Grèce (1918-30)</i>	.....35,00

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

ALARME B.P 329
75624 PARIS
CEDEX 13

ALARMA (écrire sans autre mention)
Apdo 5355 BARCELONA (ESPAGNE)

Les paiements de publications et les abonnements doivent être effectués à l'ordre de ALARME CCP n° 151628 U Paris

ABONNEMENTS : ALARME

1 an ... 4 n° ... 20f
L'ARME DE LA CRITIQUE
1 an ... 2 n° ... 30f
ALARMA
1 an ... 4 n° ... 20f

Dépôt légal 2^{ème} trimestre 87

Directeur de la publication
P. Marechal

Commission par 61890

SOUSCRIPTION

Pour développer la diffusion de nos idées en France, en Espagne et éventuellement dans d'autres pays, nous avons besoin de moyens financiers supérieurs à ceux qui sont les nôtres. Envoyez-nous votre soutien à l'ordre de : ALARME CCP n° 151628 U Paris

SNCF : PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT ??

La grève nationale des cheminots commencée le 18 décembre 86 et qui a duré presque quatre semaines a surpris l'ensemble de la société par sa détermination, sa méthode d'organisation et sa rapide extension géographique.

Les plus obtus des réactionnaires actuellement au gouvernement ne surent répondre promptement que par l'injure et la provocation tandis que les partis de gauche et le président Mitterrand en personne, aussi réactionnaires mais plus experts en matière de paix sociale, commencèrent par se taire. Contraints par les événements, les journalistes et les intellectuels au service du capitalisme, bredouillèrent avec le ton propre à leurs engagements politiques respectifs; il est vrai qu'hier, ces derniers, sociologues avisés, avaient tous vu dans la chute de la syndicalisation la preuve de l'extinction ou de "intégration" de la classe ouvrière. Comment expliquer aujourd'hui un mouvement de grève dont la particularité fut de faire apparaître les non syndiqués, se revendiquant comme tels, presque à la pointe du combat? A défaut d'explication, si l'on exclut le marmonnement du commerçant essayant malgré tout de revendre une marchandise périmée, nos intellectuels regrettèrent tous le déperissement du syndicalisme indifféremment dans les colonnes du "Figaro", du "Monde" et de "Libération". Dixit le Figaro du 23 décembre: "il est une autre erreur, c'est celle d'avoir laissé dépérir le syndicalisme". Et nous ne citons que ce torchon afin de faire sentir qu'en période de troubles sociaux, même la droite bête et méchante que ce journal représente appelle au secours les Maire, Bergeron, les Krasucki respectivement chefs de file des syndicats CFDT, FO, et CGT.

Cependant, tandis que les journalistes et les politiciens s'interrogeaient et exagéraient les faiblesses des syndicats, ceux-ci ne s'avouaient pas terrassés. Après s'être opposés au mouvement en ordre dispersé, -la CGT et ses fameux "piquets de travail" conservant cette tâche honorifique le plus long temps- les syndicats firent machine arrière devant la puissance du mouvement puis prirent le train en marche en feignant de respecter les lubies organisationnelles de la "base" méfiante à leur égard. Un instant il sembla que la classe ouvrière eut renoué avec les méthodes de la lutte de classe tant il fut vrai que les cheminots prirent à contre-pied les règles vénérées de la concertation sociale. Les syndicats, la Direction de la

SNCF et le gouvernement durent ravalier les rendez-vous fixés depuis longtemps à la mi-janvier et adapter le calendrier des négociations traditionnelles aux événements. Pendant ce temps à la "base" se renforçaient des assemblées générales de grévistes, des comités de grève, des coordinations c'est-à-dire toutes sortes d'organismes non reconnus par le capitalisme comme l'expression des salariés, celle-ci étant la propriété exclusive des syndicats. De plus, outre le fait que la grève partit sans dépôt de préavis, la conduite initiale du mouvement suggéra la fronde Délégations d'ouvriers pour étendre la grève, assemblées de grévistes ouvertes aux expressions diverses, initiatives individuelles furent autant de pratiques qui contrastèrent avec celles des fausses grèves syndicales programmées. Bien sûr, ces caractéristiques et cette conduite de la grève n'ont pas fait l'unanimité et la coordination intercatégorielle, de loin la plus intéressante en comparaison de la coordination des seuls routants, ne représentait que 12000 grévistes sur 100.000; mais dans un mouvement l'ascendant moral d'une puissante minorité possède plus de valeur que les statistiques et ce d'autant plus que cette minorité regroupe les éléments les plus déterminés et les moins fermés à une autre expression que celle des syndicats.

Partant de là il était facile d'imaginer une radicalisation du mouvement dépassant ses objectifs d'origine et celui qui croyait à celle-ci, plus que tout autre, plus que le simple quidam de la rue était bien le premier ministre Chirac parlant de "situation révolutionnaire, insurrectionnelle..." Mais ne reprochons pas au premier ministre de ne rien comprendre à la révolution ni d'accumuler les bourdes car si le mouvement ne se radicalisait pas ce n'était pas de sa faute, ni de celle de ses supporteurs politiques qui provoquaient les grévistes jusque dans la rue au nom de la "liberté du travail"! De si grands mots dans la bouche du premier ministre alliés à d'aussi cyniques agressions représentées par la pire engeance, les petits patrons, aurait mérité une réponse cinglante de la classe ouvrière et ce d'autant plus que pour atteindre les records de profit exhibés à qui mieux-mieux aujourd'hui, le capitalisme est contraint de faire végéter 3 millions de chômeurs, illustration exemplaire de la "liberté capitaliste du travail". Si les cheminots avaient répondu sur ce terrain par des déclarations ou des contre-manifes-

tations, leur mouvement aurait pris une tournure plus radicale car ils auraient exprimé ainsi la réponse de toute la classe ouvrière au capitalisme, accusant ce système social d'être dans l'impossibilité d'offrir à tous un travail utile à l'humanité malgré son haut développement technique.

Au lieu de cela les cheminots et leurs coordinations faisaient la sourde oreille et c'est la même inconscience de classe qui les rendait sourds aux accusations de Chirac mettant en doute l'indépendance politique de leur grève.

Dans le pire des cas cela signifiait que les grévistes confiaient leur sort au parti "socialiste" et au parti "communiste" avec lesquels J.Chirac les accusait de fricoter. Dans le "moins pire" des cas cela voulait dire -et de nombreuses déclarations le prouvent- que les cheminots se tapissaient dans l'apolitisme et la neutralité. En fait et parce que l'expérience de la gauche au pouvoir était à l'origine de mesures impopulaires dans la fonction publique, nous pensons que le second cas l'emportait sur le premier. Résultat ni pour ni contre la droite, ni pour ni contre la gauche même s'il est admis dans la classe ouvrière en général que l'une et l'autre famille politiques la malmènent, avec un petit plus inévitable en faveur de la droite. Dans ces conditions, Mitterrand rassuré à souhait, pouvait enfin sortir de son silence et lancer de touchants appels au calme, à la raison et à la paix sociale et il pouvait traiter avec la même impartialité les petits patrons ultra-réactionnaires qui défilaient dans les rues et les ouvriers en grève! Qui a, parmi les cheminots, songé à clouer au pilori publiquement le soi-disant socialisme du président de la république? Personne!

Le constat est terrible, quoique pas nouveau, et il montre que la classe ouvrière, malgré un mouvement inédit au regard de ces dernières années, n'arrive pas à se réapproprier les attitudes élémentaires d'une politique révolutionnaire affrontant tous les partis capitalistes, du parti "communiste" au Front national et répondant ainsi à toutes ses suspensions. Nous sommes obligés ici d'ouvrir une parenthèse car le mouvement des cheminots a fait apparaître le trotskisme comme une force qui compte dans les rangs ouvriers mais qui compte surtout comme une force réactionnaire portant la responsabilité du défaut de perspective révolutionnaire.

En effet le trotskisme ex-tendance ouvrière de réputation mondiale, s'était originellement proposer de relever le drapeau de la révolution socialiste internationale face à la contre-révolution stalinienne qui pervertissait toutes les notions de socialisme et de lutte de classe. Aujourd'hui le trots-

kisme n'a plus de révolutionnaire que le nom et si ce n'est pas le lieu d'expliquer ici cette dégénérescence, enregistrons tout de même les dernières manifestations de celle-ci qui obstrue la conscience du prolétariat. Face aux provocations capitalistes, Daniel Vitry porte parole de la coordination inter-catégorielle et militant de "Lutte Ouvrière" campait sur les revendications du mouvement et proposait d'organiser une manifestation nationale avec... tous les syndicats! La LCR investis dans la coordination des agents de conduite cédait l'expression à la CFDT et approuvait toutes ses manœuvres contre l'autre coordination. Quant au PCI (Lambertiste) il beuglait à l'unité syndicale contre l'une et l'autre coordination. Mais au fond tous les trotskistes étaient d'accord pour laisser les éminences capitalistes, les Maire, les Bergeron et les Krasucki, usurper une nécessaire réponse de classe. Et nous nous fichons pas mal du point de vue tactique erroné que chaque tendance trotskiste voudrait justifier. D'une part parce que les syndicats ne sont pas des organisations réformistes mais des organisations contre-révolutionnaires vouées toutes entières à la survie du capitalisme; d'autre part en essayant de nous abaisser au point de vue trotskiste, parce qu'aucune idée révolutionnaire n'agit tellement le prolétariat, que la moindre manifestation de sa part contraignant les syndicats, risquerait de se transformer en un affrontement révolutionnaire avec le capitalisme. Tout le tacticisme des trotskistes n'est que pur opportunisme réactionnaire pardonnant à la "base" son attitude timorée dans la lutte elle-même. Fermons maintenant la parenthèse et poursuivons.

En fait la tiédeur politique des cheminots s'explique aussi par la lutte elle-même. La grève partait sans préavis mais les grévistes réclamaient très vite une caution syndicale; ils se méfiaient des syndicats et n'étaient pas loin de leur contester la direction du mouvement mais ils laissaient leurs bonzes s'exprimer, afin de s'informer. Par ailleurs, à peine les négociations s'engageaient-elles que les comités de grève s'aplatissaient devant les syndicats au point, comme à Vénissieux, de se dissoudre. Le mouvement s'étendait difficilement à toute la profession mais en plus, au delà de celle-ci, il craignait d'être noyé dans la masse. Le fait que la CGT parlait de généralisation devait en effrayer plus d'un car il était évident qu'elle cherchait à prendre ainsi la tête du mouvement. Mais tout de même ces prises de position et ces phénomènes de tolérance à l'égard des syndicats témoignent du caractère corporatiste et réactionnaire de la grève. Même sans parler des revendications

du mouvement, nous pouvons dire que les grévistes se tempéraient volontairement au moment où ils risquaient de s'affronter directement au capitalisme, ce que corrobore les facilités de circulation qu'ils offraient aux CRS à l'intérieur des gares. Croire que tout leur semblait normal dans le meilleur des mondes capitalistes possible. Normal qu'une société qui se prétend civilisée utilise la force contre des ouvriers qu'elle oblige à trop travailler malgré les réserves humaines existantes et malgré toute la technicité qu'elle a accumulée.

Il ne faut pas être un extra-lucide pour reconnaître les influences du mouvement étudiant dans l'ensemble du mouvement des cheminots.

Les idées telles que la neutralité politique et la tolérance étaient dans l'air et possédaient des vertus mobilisatrices. Mais ces idées masquent un profond respect de l'ordre capitaliste puisqu'elles permettent aux pires crapules capitalistes d'agir et de s'exprimer. Au moins, en ce qui concerne la classe ouvrière, le capitalisme se fiche de telles idées et il leur préfère nettement des considérations plus matérielles. Ce n'est pas un hasard si les médias insistaient davantage sur la gêne occasionnée aux usagers plutôt que sur la sage conduite du mouvement. Mais les cheminots illuminés par les vertus imbéciles de leurs mouvements ne voulaient pas répondre à ce challenge et ils préféreraient même se dédouaner de la responsabilité de la grève. Pourtant ils avaient les moyens d'endosser cette responsabilité de même qu'ils pouvaient confondre d'un seul coup toutes les accusations tant celle de faire de la politique que celle de prendre en otages ses propres frères de classe auxquels le capitalisme, en les qualifiant d'usagers, voulaient faire jouer le rôle de briseurs de grève! En revendiquant au nom de la classe ouvrière les den-

rées des capitalistes stockées sur les voies ferrées par la force des choses, en exigeant l'embauche immédiate de tous les ouvriers au chômage et en appelant la classe ouvrière dans son ensemble à imiter son exemple, les cheminots auraient répondu par une politique de classe à tous les bénits-oui-oui hypocrites du capitalisme. Si nous avançons ces quelques mesures discutables dans un mouvement c'est pour faire comprendre que si la classe ouvrière veut reconquérir sa dignité, elle doit avancer une alternative révolutionnaire et non pas respecter l'hypocrisie capitaliste. Cela les syndicats le savent et c'est pourquoi se réjouissant du mutisme des cheminots ils prétextèrent la gêne occasionnée aux usagers et les risques de dérapage politique pour entamer la re-

prise du travail, ouvertement pour E. Maire et la CFDT, de façon déguisée pour la CGT (les fameux "trains conduits par les grévistes à destination des vacanciers" et aussi... onéreux que ceux conduits ordinairement).

"Plus rien ne sera plus comme avant" disait une inscription dans un local de gréviste. Cependant si les grévistes auteurs de cette phrase avait à l'origine en tête de mettre en garde contre les syndicats, ils doivent être aujourd'hui très déçus. Nous pouvons même gager que cette amertume est quasi générale tant les syndicats et principalement la CGT ont su être les maîtres incontestés de la reprise. Ainsi nous avons pu voir la CGT parler de généraliser la lutte et faire reprendre le travail en justifiant de conditions locales défavorables et en mentant sur le moral des grévistes

Certes bien des cheminots amers doivent maintenant se demander comment les syndicats les ont finalement frustré de leur lutte, sentiment d'amertume certainement supérieur à celui qu'engendre la non-satisfaction des revendications. Cependant ni l'amertume ni la reconsidération des formes du mouvement ne peuvent fournir d'explications capables de mieux orienter une prochaine lutte dans le sens d'une indépendance totale à l'égard des syndicats et des partis capitalistes liés à ceux-ci. Il aurait fallu plus de comités, plus de piquets de grève, plus de coordinations, étendre la lutte de telle ou telle façon pratique sont autant de succédanés décourageants d'analyses s'ils ne s'inscrivent pas dans une remise en cause générale de ce que tout le monde croit être la lutte ouvrière. Parce après tout, pourquoi faire des comités des coordinations et pourquoi pas des soviets si le mouvement dans ses objectifs ne tend pas à se démarquer des objectifs capitalistes des syndicats?

Les trotskistes de Lutte Ouvrière qui savent créer des structures extra-syndicales nous répondraient que nous sommes pessimistes et que nous ne voulons pas enregistrer les petits pas qu'effectue la classe ouvrière vers son indépendance de classe. Nous nous arrêterons à cette critique plausible car en deçà il n'y a de la place que pour une logique capitaliste et au-delà il n'y a rien d'autre que des variantes un peu moins opportunistes. Ceci nous permettra de définir ce que sont les syndicats et ce que doit être la lutte de la classe ouvrière vers son indépendance de classe. La critique plausible de Lutte Ouvrière serait juste si le pas mentionné avait été effectué qualitativement vers la reconnaissance de ce que sont les syndicats. C'est-à-dire,

non pas, comme l'affirment les trotskistes, des organisations réformistes butant contre les assauts révolutionnaires du prolétariat et contre la volonté conservatrice d'une classe dominante stabilisant les bases de son pouvoir; non pas des organisations dont l'inconséquence mériterait d'être dénoncée. Non les syndicats s'ils n'ont jamais été révolutionnaires dans le passé puisque leur rôle a toujours été de vendre la force de travail des ouvriers, sont aujourd'hui nettement définis comme contre-révolutionnaires car le maintien du salariat comme principe de production sociale est lui-même un obstacle à un développement supérieur de l'humanité. Pire encore ce que le capitalisme concède à la classe ouvrière comme "avantages", par l'intermédiaire des syndicats, n'est que la planification du maintien de sa domination néfaste. Tout ceci se traduit d'ailleurs moins en terme d'"avantages" pour les ouvriers que pour les syndicats qui investissent ainsi les tissus de l'Etat capitaliste. Pour les ouvriers les "avantages" se limitent à travailler une ou deux heures de moins, à gagner cent ou deux cents francs de plus et à perdre temps et argent à quémander d'autres "avantages" auprès des organismes sociaux gérés par les syndicats. Le capitalisme édite chaque jour des milliers de livres mais la culture qu'il offre aux ouvriers grâce aux syndicats et à leurs "avantages", c'est le remplissage d'un formulaire de Sécurité Sociale. Mais Lutte Ouvrière est incapable de discerner une critique révolutionnaire des syndicats d'une critique formelle; conséquence ou fondement de son opportunisme, peu importe! Elle peut continuer à enregistrer tous les pas de la classe ouvrière qu'elle veut, le pas des cheminots en grève, reprochant aux syndicats leur manque de combativité et leur anti-démocratie, n'a guère été plus réfléchi que le pas d'un régiment d'infanterie.

Pour que la classe ouvrière puisse forger son indépendance de classe contre les syndicats et pas avec ni à côté, il faudrait qu'elle saisisse ce que la Technique accumulée libérée des entraves de la course au profit, pourrait offrir à l'humanité toute entière. En négatif, il faudrait aussi qu'elle comprenne que l'utilisation de cette Technique dans le capitalisme et les "avantages" syndicaux qu'elle octroie sont des dangers pour elle-même et l'avenir de la planète, l'étroitesse d'esprit corporatiste et nationaliste d'un côté et la guerre mondiale larvée de l'autre étant conjointement les caractéristiques de la décadence du genre humain.

Mais cette compréhension ne pourra être effective que si des minorités révolutionnaires, profitant de la paralysie de l'économie par la grève et de la responsabilité qui incombe de ce fait à la classe ouvrière savent dire toute la vérité, à savoir que seule la révolution communiste mondiale est une nécessité urgente. Plus rien alors ne serait comme avant à l'égard des syndicats si la classe ouvrière répondait présente et si elle prenait compte de ce que nous venons de dire, dans ses revendications! Est-ce à dire que les cheminots avaient tort de remettre en cause la durée du temps de travail, tort de refuser l'avancement au mérite ou tort encore une fois de revendiquer 700F d'augmentation? Non! non! et mille fois non! Seulement si ce contenu revendicatif indique que les ouvriers en ont assez de la recherche capitaliste d'une rentabilité maximale, il n'implique pas une remise en cause du capitalisme lui-même, tout le développement du mouvement des cheminots le prouve. Ceci ne signifie pas que les revendications de ceux-ci étaient mauvaises en soi, quoique mal exprimées dans leur version non expurgée par nous et fortement teintées de particularismes corporatistes. Ce que nous disons contre le contenu revendicatif des cheminots est que celui-ci n'atteint pas le quart de la moitié des nécessités que pose la période actuelle: l'alternative n'est pas de préserver sa condition d'esclave salarié ou accepter d'être un chômeur de plus, elle est décadence de toute la société, ouvriers compris, ou révolution sociale! L'urgence n'est pas de refuser une grille de salaires dont le principe de promotion au "mérite" est répugnant, elle est d'en finir avec la division capitaliste du travail qui rationne toute la classe ouvrière et l'oblige à se comporter de façon répugnante. C'est pourquoi le prolétariat doit avancer des revendications qui non seulement répondent à ses craintes immédiates et légitimes mais qui de plus sapent irrémédiablement les bases d'une accumulation capitaliste désastreuse. Il ne peut plus aujourd'hui subsister d'interrogations entre les intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière, sous peine de voir les syndicats envahir les espaces vides du doute et dénaturer les uns et les autres au profit du capitalisme. Moins de travail et plus de paie! c'est certain! Mais dans la perspective d'en finir avec l'exploitation capitaliste.

Par conséquent "l'abolition du salariat" est le meilleur cri de ralliement des exploités, contre les syndicats!

LE FRONT POPULAIRE EN FRANCE

Deux facteurs visibles dominent les années 30 pour la classe ouvrière. D'une part la crise économique, d'autre part la référence à la révolution russe et sa répercussion mondiale. Mais le facteur déterminant, pressenti et dénoncé par quelques minorités seulement, et qui fait basculer de tout son poids vers la guerre, c'est la contre-révolution, initiée en Russie, développée par le stalinisme et qui s'étend silencieusement au monde entier, relayée par les appareils syndicaux, socio-démocrates et fascistes.

Le prolétariat allemand, le plus puissant d'Europe par son nombre, sa concentration et son organisation, est définitivement vaincu, paralysé par le stalinisme, qui le livre à Hitler en 1933, donnant ainsi son achèvement à l'oeuvre de la social-démocratie. La crise économique a démembré la classe ouvrière dans de nombreux pays, en particulier aux USA où le vagabondage détruit les liens de solidarité. Les partis ouvriers issus de la révolution de 1917 sont infestés de stalinisme et presque tous les grands syndicats sont intégrés à l'Etat ou montrent leur avidité à l'être.

Dans ce contexte, malgré les récentes et cuisantes défaites, la combattivité ouvrière n'est cependant pas morte et surgit violemment encore en Autriche, en Belgique, en France et en Espagne.

Le souffle révolutionnaire d'Octobre 17 n'est pas mort et le prolétariat rappelle brutalement son existence, négation du capital et affirmation du communisme. Or si le contexte révolutionnaire est grevé par des défaites, les capitalistes ne se trouvent pas pour autant en position de force. En effet ils sont eux aussi confrontés à la crise économique et ils ne peuvent la surmonter qu'en augmentant considérablement la productivité et en se lançant à corps perdu dans l'économie de guerre. La nécessité de paix sociale en est encore accrue. En Russie, la construction du capitalisme d'Etat, le développement de l'industrie lourde et les menaces de guerre qui se profilent, imposent au Parti-Etat de briser toute contestation ouvrière et d'assumer son rôle contre-révolutionnaire partout où il est présent, dans toutes ses agences de politique internationale. Pour sa propre conservation, le stalinisme utilise toutes les ressources du Komintern, afin de trouver une bonne alliance avec l'un des impérialismes (de préférence l'allemand, pour des raisons stratégiques). Pour ce faire, il donne les seuls vraies lettres de créances que le capital peut accepter : produire et écraser le prolétariat. Le Parti-Etat va s'y employer d'une façon exemplaire, démontrant sa nature capitaliste et sa fonction contre-révolutionnaire à un moment crucial pour l'évolution du rapport de forces entre prolétariat et capital.

La constitution des Fronts Populaires, basée sur l'énorme escroquerie de l'anti-fascisme, le tout reposant sur le gigantesque mensonge de la patrie du prolétariat, est un tour de force contre-révolutionnaire. C'est un outil décisif pour la victoire du capital qu'une de ses fractions, le stalinisme, lui offre, lui permettant de réaliser sa civilisation, des camps de travail à Hiroshima.

C'est en 1934 que Staline lance l'idée des Fronts Populaires. Jusque là, la tactique du Komintern est "tout contre la social-démocratie", soutien au Hitlérisme en Allemagne (de 1931 à 1934). Le prétexte, c'est le rôle de la S-D dans l'écrasement de la révolution en Allemagne en 1918-1923, sa participation à la première guerre mondiale, son opposition à la révolution russe. En fait la tâche du Komintern est de livrer pieds et poings liés le prolétariat allemand en échange d'une alliance qui ne fera pas cette fois.

Déçu, Staline change son fusil d'épaule, se tourne vers les démocraties, passe un pacte avec la France (pacte Laval-Staline de 1935) et crie haro sur le fascisme qui, c'est bien connu, ne passera pas.

La nécessité de la paix sociale à tout prix pour la stabilité économique et la préparation militaire implique la liquidation de toute contestation, même minime, et de toute référence authentique à la révolution. Le complément indispensable aux Fronts Populaires est donc la suppression de toute trace, même infime, d'Octobre 17. Des plus hauts dirigeants (Zinoviev, Kamenev, Boukharine,...) jusqu'aux ouvriers les plus anonymes, tous ceux qui ont pu se battre pour le défaitisme révolutionnaire, contre toute alliance avec la bourgeoisie, pour les soviets, pour la révolution prolétarienne, tous ceux-là ont été éliminés, fusillés ou déportés. Même si entretemps ils ont su donner des gages et organiser la contre-révolution, tous les dirigeants de l'équipe pré-révolutionnaire sont fusillés, après d'ignobles procès, y compris ceux de l'armée en 1938. Staline a hésité à affaiblir l'armée mais la sûreté politique est un bien plus précieux que la compétence à risque contestataire. Ce gêneur de Trotsky ne sera éliminé que quatre ans plus tard, juste avant l'effondrement de 1941, le déclenchement de la "grande guerre patriotique" et ses vingt millions de morts, la "lutte à outrance contre le fascisme", précédemment "allié et garant de la paix".

Le lancement des Fronts Populaires a donc été une gigantesque manoeuvre diplomatique, politique et militaire du stalinisme, afin d'établir de stables alliances militaires et économiques en prévision de la guerre et en vue de soumettre le prolétariat, permanent trouble-fête du capitalisme. La soumission garantit la préparation de la guerre ; la militarisation du travail, de l'économie et de toute la société permet la soumission du prolétariat. C'est dans ce cercle vicieux que se place l'histoire des Fronts Populaires, ultime arme forgée par la contre-révolution stalinienne pour briser la menace du communisme et permettre la guerre. La défaite occasionnée alors a clos une époque d'offensive révolutionnaire par la terreur nucléaire, l'apogée du stalinisme et la dissolution du prolétariat dans le patriotisme.

Il faut dire que la trouvaille a été géniale. En substance, il s'agissait de désigner la cause des maux accablant le monde : le fascisme ! Pour remédier à ses menaces bellicistes, pour faire dissoudre ses milices armées (comme les Croix-de-Feu en France ou la Phalange en Espagne) il faut et il suffit... de ne pas s'attaquer au Capital, mais aux 200 familles, de ne pas s'attaquer à l'Etat mais de défendre la démocratie avec toutes les "forces populaires" réunissant patrons, potirons, ouvriers, beurriers, petits commerçants, petits cormorans, artisans, artichauts, militaires, fermières, employés, ans ployés, etc. en un seul front.

Patriotisme, Civisme, Démocratisme, tous les ingrédients sont réunis et tous les partis et syndicats de gauche prendront à cette. En effet elle lie tous leurs éléments communs en un, essentiel : la défense du Capital au nom de la classe ouvrière. Par son côté massif, leur accord leur ouvre le chemin du pouvoir le plus méprisable, celui d'exécuteur des basses oeuvres et de gestionnaires du Capital. L'enivrante course aux prébendes et sinécures est ouverte !

A peine l'encre du pacte Laval-Staline est-elle sèche que le P"C" en tire les conséquences : désormais, les ouvriers ont une patrie à défendre et un drapeau à choyer : le torchon tricolore et la vomissure Marseillaise doivent s'accoupler au drapeau rouge et à l'Internationale. Tous unis pour la République, et jusqu'à la Bastille ou vice-versa, dans un symbolique parcours géo-historique, contre les Croix-de-Feu, la Cagoule et l'Action Française. Bref, vive la France contre le fascisme. Le 14 juillet 1935, on fête la réconciliation des classes dans le bain dissolvant de la République Démocratique. La police, discrète, laisse la joie déborder et Duclos, acclamé avec Daladier, évoque les manes de Jeanne d'Arc et la splendeur de la devise "Liberté, Egalité, Fraternité" ; autrement dit "Infanterie, Cavalerie, Artillerie".

Le lendemain le "Populaire" et "l'Humanité" rivalisent d'enthousiasme pour caractériser ce spectacle abject. Seule discordance à la fête, quelques centaines des Jeunesses Socialistes ont manifesté contre l'armée, la guerre et l'Union Nationale, malgré les menaces et les interventions des gros bras staliniens. Il fallait bien du courage pour crier à l'immense foule d'ouvriers qu'elle n'était plus virtuellement que de la chair à canon. L'écho des javas démocratiques et anti-fascistes vient à peine de s'assourdir que Laval, qui vient de mesurer l'impact du pacte, prend les mesures qui s'imposent : augmentation des impôts, diminution des salaires.

La plupart des travailleurs, abrutis de propagande patriotique, ne réagissent pas au sacrifice exigé pour sauver le pays. Seuls les ouvriers des arsenaux se mettent en grève, sans attendre le moindre mot d'ordre syndical (ils auraient pu attendre longtemps !). A Brest, ils sont encerclés par les troupes coloniales et les gendarmes. Des heurts se produisent et un ouvrier est tué. C'est l'émeute et pendant trois jours Brest est parsemée de barricades, chargées baïonnette au canon par la troupe, malgré des refus individuels de coloniaux. Un jeune ouvrier, désobéissant aux consignes de Staline, est abattu par un officier membre des Croix-de-Feu en essayant de remplacer le drapeau tricolore par un drapeau rouge sur la préfecture : illustration prémonitrice du pacte Hitler-Staline. Au bilan, trois morts, sept blessés graves et cinquante trois arrestations. Le Front Populaire réagit à l'unisson et traîne les ouvriers dans la boue : "provocateurs", "c'est la pègre", "ce sont des éléments troubles". La CGT fait chorus et tous hurlent à la provocation fasciste. Mais personne n'inquiètera les officiers d'infanterie coloniale dont les sympathies fascistes sont pourtant publiques ...

C'est bien naturel et on le comprend mieux en lisant Jacques Duclos dans "l'Humanité" : Quant à l'opération qui consiste à arracher le drapeau tricolore (...) elle porte elle aussi la marque de la provocation (...). Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le parti Radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs". Les organisations syndicales manifestent leur solidarité : 5 minutes d'arrêt de travail dans les arsenaux à la mémoire des morts. Mais à Toulon, toujours contre l'avis des syndicats, les 5 minutes deviennent une grève générale avec manifestation, barricades et assaut de la préfecture. Les ouvriers échouent, il y aura deux morts mais sur quatre navires militaires, les marins ont mis crosse en l'air. Devant l'aspect révolutionnaire des événements, le P"C" et le P"S" se radicalisent : ils excluent systématiquement tous les opposants. A Brest, un dirigeant syndicaliste du P"C" est exclu pour avoir soutenu l'extension du mouvement et "l'élan créateur des masses quand elles sont lancées dans l'action" selon ses propres termes. Il sera accusé d'avoir des "relations policières" (il a de la chance, on ne l'a pas fusillé). Le onzième rayon de Paris est dissout et de nombreux militants sont partout exclus pour "trotskysme". Il est vrai que nombre d'exclus se tourneront vers l'opposition de gauche ou vers la "Gauche Révolutionnaire" de Marceau Pivert. Au P"S", ce sont surtout les Jeunesses qui sont épurées : même motif, même punition !

Après cette première répression exercée conjointement par partis du Front Populaire et le gouvernement de Laval, le colonel de la Rocque peut officiellement (comme s'il avait jamais été réellement un danger !!) cesser de menacer la République : elle se passe fort bien de lui pour faire régner l'ordre. Pour écraser le prolétariat, les chiens sanglants du stalinisme valent mieux que les milices puissamment armées des Croix-de-Feu.

La campagne électorale peut s'envisager sans trop de troubles : les "factieux" ont été tués, emprisonnés ou exclus et soigneusement isolés. Mais l'agitation reprend parmi les ouvriers. Pour "calmer la base", partis et syndicats vont lâcher du lest... verbal. Tout d'abord les deux syndicats importants se réunifient. CGT et CGTU redeviennent une seule CGT, louant les vertus de l'unité ouvrière, immanquablement victorieuse du fascisme. Les dirigeants staliniens de la CGTU renouent mais s'exécutent car Staline a été formel : "Unité". La fusion a lieu de la base au sommet et la nature anti-ouvrière du slogan "unité syndicale" s'illustre brillamment quelques mois plus tard en mai-juin 1936. Ensuite une deuxième rouerie fonctionne dans le jeu des programmes. En effet, le programme du Front Populaire est nul et mécontente les ouvriers et les militants. En premier lieu il demande une amnistie, l'épuration de l'administration et la dissolution des ligues. Puis il s'étend sur la défense nationale, l'intervention étatique modérée et une politique de grands travaux. Les revendications intéressant les ouvriers restent dans un flou très artistique. Aussi le P"C" et le P"S" décident-ils de se battre au premier tour sur leur programme, qu'ils vont rédiger d'autant plus à "gauche" qu'ils sont sûrs de ne pas pouvoir l'appliquer, puisque ce n'est pas un programme de gouvernement. On y trouve pêle-mêle la semaine de 40 heures, les congés payés, les contrats collectifs, l'augmentation des salaires, le vote des femmes, etc. C'est à ces programmes là que les ouvriers vont croire et ce sont ces mesures qu'ils vont prendre comme revendications, au grand désarroi de ceux pour qui elles n'étaient que du vent.

Pendant la campagne électorale Thorez lance à la radio son appel de la main tendue aux catholiques et aux Croix-de-Feu et il conclue : "nous communistes, avons réconcilié le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances". Ou encore dans "l'Humanité" : "Pour l'ordre, votez communiste ! Qui est contre le Front Populaire est pour Hitler ; qui est pour Hitler est pour la guerre !". Ainsi toute condamnation de L'Union Nationale, du Front Populaire est assimilée au hitlérisme par avance.

Dès avant et pendant la campagne, de nombreux conflits de petite envergure ont lieu, de plus en plus souvent victorieux, d'abord contre la baisse des salaires, puis de plus en plus souvent pour la hausse. Dans le Nord, la CGT enrayer le mécontentement des mineurs qui menaçaient de faire grève entre les deux tours des élections. Au passage le Front Populaire gagne les élections, dont le P"C" sort grand vainqueur : ses voix doublent et il passe de 11 à 72 députés. Les médias commentent largement la victoire "ouvrière" et la mettent en rapport avec l'énorme participation à la grève et aux manifestations du premier mai.

Cependant le 11 mai chez Breguet au Havre et le 13 chez Latécoère à Toulouse, la grève a éclaté par suite de licenciements d'ouvriers grévistes le premier mai. Les grèves se font "avec occupation". Bien qu'il y ait déjà eu quelques grèves victorieuses "avec occupation" en avril-mai, ce sont ces deux conflits qui servent de référence et de détonateur à la gigantesque explosion qui secoue tout le pays. Ces deux luttes démarrent dans de grandes entreprises de l'industrie aéronautique, à la pointe du progrès technique et de la taylorisation, en pleine croissance dans leur secteur économique et en général dans tout ce qui touche à l'économie de guerre. Les ouvriers, exaspérés par les hauts rendements et l'organisation encore plus déshumanisante du travail, exigent la semaine de 40 heures, 15 jours de congés payés et de meilleurs salaires. Au Havre, 300 dockers viennent prêter main-forte contre la police et les grévistes prennent en otage le prototype de l'hydravion Breguet 730, menaçant de la détruire. La direction demande " le retrait des forces de l'ordre"... qui s'exécutent. Cet exemple est d'autant plus intéressant que la méthode de lutte est soigneusement occultée par l'image, certes très largement majoritaire, des grèves flon-flon où l'occupation tourne rapidement à l'enfermement. L'Humanité ne parle pas de Breguet avant le 22 mai, alors que le mouvement touche déjà la banlieue parisienne et que des conflits y sont déjà remportés depuis avec les mêmes méthodes et les mêmes revendications.

Au moment où, par suite du blocage syndical et stalinien, le mouvement s'essouffle à Paris, il éclate en Province, prend un second souffle et balaye tout le pays. Patronat, Etat et Syndicat paniquent, les accords de Matignon sont signés rapidement et ratifiés à grande vitesse par l'Assemblée Nationale et le Sénat. On peut noter que la ratification se fait presque à l'unanimité à l'Assemblée et à une très forte majorité (2/3 au moins) au Sénat, bastion du patronat. Ce qui vient d'être lâché ? Les 40 heures, 7 à 15% d'augmentation des salaires, 15 jours de congés payés, les contrats collectifs. Sur ces "acquis" du Front Populaire, il faut faire quelques remarques. Tout d'abord, ce ne sont pas des acquis du Front Populaire mais de la grève générale à laquelle tous les partis et syndicats du F.P. se sont opposés. Ensuite, la diminution du temps de travail n'était déjà pas étrangère aux préoccupations du patronat, par suite du ralentissement d'activité de certains secteurs touchés par la crise ; en revanche cette diminution est particulièrement dure à avaler dans le secteur para-militaire et surtout les arsenaux et l'aéronautique.

De plus, les augmentations de salaire sont notoirement insuffisantes, comme le montre la suite des événements et elles seront de toute façon résorbées en moins d'un an. Les contrats collectifs constituent certes en progrès sur les contrats individuels mais en fait c'est pour renforcer l'emprise des syndicats, qui prennent alors une importance décisive dans l'Etat. Enfin, les congés payés restent matériellement et moralement le choc le plus important de ce conflit. Pourtant, même l'Allemagne hitlérienne y consent et les organise ("la force par la joie"...) et ils ont très largement été sués en plus -value antérieurement à leur concession. Ils se retourneront contre les travailleurs en les démobilisant des conflits, qui eux aussi seront en "vacances" au mois d'août. Malgré tout, et surtout du fait qu'ils ont été conquis et non vraiment concédés, ils sont alors une manifestation d'opposition au travail salarié.

La gauche cherche à récupérer le mouvement en criant au triomphe et par des rodomontades stalinienne, mais la grève ne s'arrête pas. Au contraire elle s'étend à d'autres secteurs, au "tertiaire" comme on dit, tandis que les ouvriers manifestent leur mécontentement soit parce qu'ils demandent plus (plus de tout) soit parce qu'ils veulent imposer l'application immédiate et sans condition des nouvelles mesures. Assez souvent la grève continue par solidarité avec des secteurs encore en lutte, parfois les ouvriers demandent le départ de contremaîtres ou de porions particulièrement honnis. Les accords sont signés le 7 juin. Le 11, des mouvements de troupes commencent dans tout le pays, à la demande du gouvernement bien sur. Le soir Thorez déclare "Il faut savoir arrêter une grève". Pris entre l'intimidation du patronat et l'opposition ouverte du stalinisme, le mouvement amorce une lente décrue ... un mois avant l'explosion révolutionnaire d'Espagne.

L'intervention de Thorez a lieu le jour-même où les grévistes de Hotchkiss veulent mettre sur pied un comité central de grève pour les entreprises des métaux. Ce comité voit cependant le jour et réunit 280 usines ; il concurrence directement la CGT. A sa tête, il y a un militant trotskyste. En effet, si l'attitude des partis du Front Populaire est claire, celle de l'extrême-gauche est pour le moins confuse. Les premiers se sont opposés de toutes leurs forces au mouvement de grève et à la grève. Les seconds l'ont soutenue plus ou moins rapidement. La Gauche Révolutionnaire de Marceau Pivert accepte un strapontin au gouvernement et se satisfait des accords de Matignon. Les anarchistes boudent le mouvement "pour le bifteck" ou en annoncent la mort prématurée. Les trotskystes enfin, appellent sans trêve à l'auto-organisation mais ne présentent aucune perspective politique ni revendicative. Les militants de ces trois courants sont souvent à la tête du comité de grève de leur entreprise voire d'un comité central de grève. Partout où ils interviennent la grève est plus radicale, la résistance plus forte aux intimidations. Mais l'incapacité totale à comprendre que le Front Populaire est anti-prolétarien, capitaliste, contre-révolutionnaire (malgré l'opposition catégorique de Trotsky au Front Populaire), l'incompréhension du stalinisme qui est taxé de centrisme ou de réformisme, empêchent ces organisations d'avancer la moindre perspective révolutionnaire d'envergure. Les trotskystes, plus nombreux et mieux implantés dans l'industrie, ne changent pas d'analyse lorsque le P"C" et l'extrême-droite déclenchent conjointement une campagne d'agression écrite et physique contre eux. A force d'ailleurs de ne pas avoir changé d'analyse, les trotskystes sont passés du rôle d'opposants incapables à celui de suiveurs pseudo-contestataires du stalinisme.

La grève de juin s'est poursuivie, en province surtout, jusqu'en juillet. La gauche, qui avait renoncé à fêter l'anniversaire de sa victoire, le fait le 14 juillet 1936 alors qu'il reste encore 160 000 grévistes. Mais là, c'est fini et les premiers congés payés achèvent les grèves, au milieu des déclarations inquiètes de Thorez qui appelle à former un "Front Français" pour la paix sociale et qui vote l'emprunt pour la Défense Nationale. Les avantages salariaux acquis fondent rapidement pendant l'hiver 36 et il y aura sans arrêt des grèves sectorielles en 1937. Mais la gauche et les syndicats, qui sont sortis renforcés de la grève mobilisent surtout contre le "péril fasciste".

Or si les Croix-de-Feu comptent 800 000 membres en 1937 (sous le nouveau nom de PSF), il est bien certain que De la Rocque n'a aucunement l'intention de prendre le pouvoir. Il a même besoin du Front Populaire pour tenir ses réunions et le 16 mars 37, à Clichy, Max Dormoy ministre de l'Intérieur de Gauche, fait tirer les 10000 manifestants anti-fascistes. Les affrontements durent plusieurs heures. Il y a 6 morts et 200 blessés. Ce n'est pas la première fois que le Front Populaire tue : en juin 36 la police avait déjà tué 19 ouvriers tunisiens des usines de phosphate de Metlaoui, sans parler des affrontements sanglants avec les ouvriers agricoles un peu partout dans le Maghreb. Mais là, comme il ne s'agit pas "d'indigènes", la presse de gauche en parle... Le 18, la grève générale de protestation est très suivie en région parisienne. Les ouvriers lapident les taxis, bloquent les ponts de la Seine, etc. Le Front Populaire a donc officiellement montré son visage : la répression. Car ce qui a choqué surtout à ce moment là, c'est la gratuité du massacre. Une manifestation anti-fasciste ne pouvait être un danger. Ce qu'il fallait alors, c'était montrer aux ouvriers qui commandait réellement.

Dès lors la police, les milices d'extrême-droite et les commandos de jaunes (fournis par l'important chômage) attaquent régulièrement toutes les usines en grève. La tension sociale remonte et en décembre 37, deux grèves importantes éclatent. L'une à l'usine Goodrich, en banlieue parisienne, à cause d'une faute professionnelle inventée : l'usine est occupée, les ouvriers préparent l'auto-défense. Les gardes mobiles cernent l'usine ; la "garde" déclenche les sirènes d'alarme, les ouvriers des autres boîtes débrayent. En quelques heures ils sont 30 000 à encercler les gardes mobiles. Encore une fois c'est l'intervention du P"C" qui réussira à rétablir la paix sociale, en jouant sur la confiance au gouvernement, au Front Populaire et sur l'infect "pas de provocation, c'est le jeu des fascistes".

Les travailleurs livreront encore deux batailles. En juin 38, au renouvellement des conventions collectives, c'est encore la métallurgie et l'industrie de guerre qui se mettent en grève. La CGT a appelé à un "test" chez Citroën. Mais deux jours plus tard, malgré l'opposition syndicale, le mouvement s'étend et en deux semaines il y a 150 000 grévistes et 170 usines occupées. Le P"C" hurle à la provocation trotskyste. La CGT accepte la reprise du travail et se fait désavouer par 70% des ouvriers. Elle fait tout pour empêcher la formation d'un comité central de grève et y parvient. La reprise se fait dans de très mauvaises conditions et la CGT paie sa fidélité au capital par une baisse de ses effectifs dans la métallurgie parisienne.

En novembre le patronat, sur de lui et de la gauche, décide de supprimer les 40 heures en 5 jours et de mettre 44 heures de travail hebdomadaire... en 6 jours : 5 x 7 + 9 heures le samedi. La provocation est trop forte et les prolétaires décident de relever le défi. Le 22, les grèves sauvages se déclenchent. La riposte est immédiate et des affrontements très durs ont lieu avec la police en particulier à Denain et à Renault, qui est pris d'assaut après une longue résistance. La presse de gauche parle peu de la grève sinon pour appeler à suivre les consignes syndicales (: pas de grève !). Le gouvernement lâche l'armée dans la rue. Les gares, postes, noeuds ferroviaires et routiers sont occupés à partir du 26 et la CGT appelle alors à la grève générale ... le 30, avec des consignes d'application qui varieront encore au dernier moment. Malgré les réquisitions de travailleurs des transports, de l'administration et des entreprises nationalisées, il y aura 1 500 000 grévistes déclarés. La réponse sera simple : le ministère du travail reconnaît qu'il y a 800 000 lock-outés dont 20 000 seront licenciés définitifs. L'embauche sera renouvelée souvent sans ancienneté et les 5 x 7 + 9 établies. Les licenciements se feront surtout dans la métallurgie, l'aéronautique et les arsenaux. Le capital a eu peur et l'ensemble de ses tenants a réussi à briser ce qui pouvait rester de combattivité ouvrière. L'effondrement de la révolution en Espagne, sous les coups du stalinisme puis de Franco et le pacte Hitler-Staline feront le reste. Une fois la classe ouvrière vaincue, la guerre peut éclater.

Le mouvement de grève de juin 36 et plus généralement la grande combattivité ouvrière qui s'est manifesté sous le Front Populaire et été plus qu'une simple escarmouche d'arrière-garde. Même si, comme le remarquait cyniquement Blum au procès de Riom "Les ouvriers occupaient l'usine, l'usine occupait les ouvriers", ces occupations n'en ont pas moins été une atteinte à la propriété privée. Dans de multiples cas, au-delà des accordéons et des danses, les occupations étaient corrélées à une auto-organisation de la grève qui s'arrêtait au ravitaillement pour les uns, mais allait souvent jusqu'à l'auto-défense et la coordination avec les autres grévistes. Les grèves "par solidarité" ont été très nombreuses, ainsi que les initiatives indépendantes des syndicats. Cependant, à aucun moment les prolétaires n'ont avancé de perspectives politiques ; ils n'ont cessé d'avoir confiance dans les syndicats qu'après avoir essuyé plusieurs défaites, les assauts de la police et l'opposition ouverte et répétée de la CGT. Jusqu'au bout ils ont très majoritairement cru que le Front Populaire était "leur" gouvernement alors qu'il les mitraillait et qu'il leur reprenait les concessions de juin l'une après l'autre. Des acquis de 36, il reste les congés payés, largement sués par les travailleurs, dont la productivité a alors et depuis énormément augmenté.

Il n'en reste pas moins que le danger prolétarien s'est manifesté encore en 1936 en France et en Espagne et que la seule force capable de s'y opposer internationalement a été le stalinisme. De la calomnie des grévistes au massacre des insurgés en Espagne le parti stalinien a toujours agi au nom de l'anti-fascisme, de l'union populaire et de la révolution russe.

Le prestige que lui a conféré cette dernière a permis au stalinisme de réussir ses manoeuvres : il a obtenu une alliance avec le fascisme pour prix de l'écrasement du prolétariat au nom de l'anti-fascisme, puis il a obtenu une alliance avec les démocraties pour prix de la chair à canon que coutait la victoire militaire, au nom de l'anti-fascisme.

Aussi aujourd'hui, quand la gauche évoque le Front Populaire et fête son anniversaire, c'est bel et bien la victoire du stalinisme et du capital qu'elle fête, la décomposition du prolétariat dans l'unité du peuple et la militarisation généralisée. C'est pour nous la dernière tentative d'irruption du prolétariat sur son terrain de classe avant le carnage impérialiste, et elle nous fait comprendre combien la gauche et le stalinisme sont encore aujourd'hui les seuls à pouvoir vaincre le prolétariat, parce qu'ils sont les seuls à pouvoir prétendre agir en son nom.

Des mineurs du Nord au insurgés de Barcelone en passant par ceux des arsenaux, certains l'avaient déjà compris ; nous ne l'oublions pas pour les luttes à venir.



ECRIVEZ-NOUS!

PRENEZ CONTACT AVEC NOUS!

MILITEZ POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE!

LISEZ "ALARME" !

INTRODUCTION A L'ARTICLE "ENTRE DEUX ANNIVERSAIRES..."

Nous avons décidé de publier l'article qui suit, car bien qu'écrit en 1965, les idées et la vision historique globale du mouvement ouvrier en Espagne sont toujours, sans aucun doute, celles que défendent actuellement les militants du Ferment Ouvrier Révolutionnaire. Le mouvement ouvrier en Espagne, dont les points culminants sont les insurrections de 1934 en Asturie, de Juillet 36 dans le pays entier, et de mai 37 à Barcelone, a été vaincu. Mais le capitalisme dut utiliser toutes ses forces pour écraser la magnifique combativité et l'abnégation d'un prolétariat qui aspirait irrémédiablement à son émancipation.

A l'époque, la révolution sur le territoire espagnol fut écrasée directement par le gouvernement anti-communiste de Moscou, ce qui donnera la victoire à Franco avec la complicité manifeste des organisations qui avaient acquis la confiance du prolétariat (CNT, FAI, POUM). L'écrasement a des répercussions aujourd'hui à travers les mensonges sans fard reproduits par tous ceux qui la bouche pleine des mots socialisme, communisme, anarchisme, trotskisme, contribuent à plier la classe ouvrière aux exigences du capitalisme en Espagne et mondialement (staliniens, trotskistes, syndicalistes principalement).

Nous voulons saluer tous les prolétaires d'Espagne et du monde qui sacrifièrent leur vie, non en faveur de la victoire de la démocratie sur les philofascistes franquistes, comme veulent nous le faire avaler les faussaires, mais qui la sacrifièrent au nom de leur émancipation et de celle de l'humanité dans son ensemble. Nous voulons nous souvenir de nos camarades prolétaires vilement assassinés par la racaille stalinienne au service de la politique de Moscou, pilier de la contre-révolution en Espagne et dans le monde. Et ce ne sont pas de simples phrases. A travers elles s'exprime toute notre haine du capitalisme mondial et de ses représentants, qu'ils se disent de droite, de gauche, pro-chinois, pro-Moscou, pro-américains, nationalistes, islamistes ou ce qu'ils veulent. La révolution les transformera tous en poussière sans exception.

Avant la chute du régime de Franco et immédiatement après, le prolétariat manifesta clairement la réapparition de sa combativité de classe, en essayant de s'organiser pour et par lui-même (Victoria, Alicante et autres grèves...). Mais sur son chemin elle se trouva, sans expérience politique presque, avec les mêmes partis et syndicats qui écrasèrent ou contribuèrent à écraser la révolution en Espagne. Ces partis et syndicats sont et seront toujours nos ennemis. Sans les affronter, la classe ouvrière, même si elle se montre très décidée dans ses grèves, sera toujours vaincue, ce qui l'empêchera d'affirmer son union grandissante contre l'exploitation capitaliste.

La classe prolétarienne est historiquement la classe révolutionnaire. Aujourd'hui le potentiel révolutionnaire est énorme, et les possibilités de la société communiste sont plus que présentes. Nous devons renouer avec notre véritable lutte, celle qui s'affronte aux conditions matérielles d'existence que nous impose le système mondial du capital, celle qui prépare le moment d'en finir avec ce système pourri.

Que nos ennemis sachent que nous savons les reconnaître bien qu'ils se cachent derrière une phraséologie qu'ils ont usurpée au mouvement ouvrier, et qu'ils ont prostituée afin de lui enlever toute sa force subversive initiale.

Pour notre part nous nous solidarisons et nous combattons avec les prolétaires que les forces capitalistes répriment comme par exemple avec les 123 déportés du bateau "Buenos Aires" en Guinée consécutivement au soulèvement du Llobregat en 1932. Déportation votée au parlement de la République par les "socialistes", les pères de ceux qui gouvernent démocratiquement l'Espagne de nos jours.

Nous nous solidarisons et nous combattons avec ceux qui surent dénoncer la politique contre-révolutionnaire du PSUC-P"C"E en Espagne (amigos de Durruti, Grupo Bolchevique leninista), et non avec ceux qui se laissèrent, par peur de la révolution sociale, dominer par lui (CNT-POUM). Nous sommes avec les valeureux combattants révolutionnaires de mai 1937 qui s'affrontèrent à l'Etat capitaliste reconstitué.

Tout mouvement un peu sérieux de la classe prolétarienne fait trembler les représentants du capitalisme mondial. Nous devons être conscients de notre force en tant que classe. Nous devons mener la lutte que notre classe a su livrer dans le passé. Et cette fois nous triompherons car dès le début nous anihilerons ceux qui tout en prétendant être nos amis ont prouvé maintes fois qu'ils faisaient partie du système mondial que nous nous proposons de détruire.

A LA LUTTE !

ENTRE DEUX ANNIVERSAIRES

14 AVRIL 1931 - 19 JUILLET 1936

Alors que se prépare la "succession" de Franco dans tous les hauts et bas lieux de la politicaillerie, sans que ne soient prises en compte les contradictions et les exigences historiques de la société mondiale, ni même l'histoire immédiate du prolétariat espagnol, il est pertinent de rappeler la période qui va de la proclamation de la République à l'insurrection ouvrière contre le pronunciamiento franquiste. La nouvelle génération, qui ignore généralement ces événements ou qui, le cas échéant, ne les connaît que falsifiés par Franco et par ceux qui lui donnèrent la victoire, découvrira dans leur signification les facteurs idéologiques et l'inspiration organique requis pour conduire cette fois la lutte jusqu'à son apogée.

A première vue, le 14 avril 1931 fut un simple succès électoral des républicains contre les monarchistes. Alphonse XIII, qui peu de temps auparavant s'était vu contraint de mettre un terme à sept ans de dictature du général Primo de Rivera (père du fasciste du même nom), dut consentir également à des élections municipales. Elles avaient été exigées par toute l'opposition à la Monarchie comme garantie de futures élections pour l'Assemblée Constituante. Tactique habile en soi car les municipalités imposées par Madrid depuis 1923 pouvaient dénaturer et avoir une influence sur le vote des députés. Tous les espoirs furent dépassés. Avant même que ne finisse le dépouillement du scrutin dans tout le pays, la mort de la Monarchie était évidente pour tout le monde. Le gouvernement provisoire républicano-socialiste fit un pont d'or au roitelet responsable de nombreux larcins et crimes et la République fut proclamée dans une allégresse festive pleine de promesses. L'apparente insignifiance du fait cachait l'ouverture d'un grandiose processus révolutionnaire.

Les admirateurs du parlementarisme bourgeois ne tardèrent pas à vanter l'évènement comme "une admirable preuve de civisme dans la loi et l'ordre". C'était un exemple offert par l'Espagne au monde entier, une révolution sans effusion de sang et autres hâbleries vides de sens. En réalité l'Espagne était toujours, même dans le domaine politique, plus arriérée que les monarchies constitutionnelles de l'occident, car la République n'entraîna pas le moindre changement de structure, pas même dans le domaine économique. Le pays entier attendait, bien sûr, des transformations profondes et il comptait les obtenir de la République, mais l'Assemblée Constituante dut immédiatement ses espérances, ce qui introduisit un changement radical: l'idée de la révolution sociale faisait dès lors son chemin dans les consciences, qui ne tarderaient pas à voir que la République ne voulait pas la satisfaire.

La victoire électorale sur la monarchie avait été en fait l'oeuvre des masses travailleuses, dont l'unanimité anti-monarchiste força le vote de la petite-bourgeoisie. Les républicains apparaissaient au premier plan de l'activité politique, mais seulement parce que les socialistes et les anarcho-syndicalistes, les deux organisations les plus influentes parmi les travailleurs décidèrent, l'une de se faire toute petite face aux républicains, l'autre d'élire leurs candidats sans se présenter elle-même. Or les divers partis républicains ne représentaient qu'une petite partie de la population sans presque aucun ouvrier. Le gouvernement républicain fut l'image réduite de la coalition ainsi constituée. La présidence du Conseil fut abandonnée à Alcalà Zamora, propriétaire terrien, plusieurs fois ministre de la monarchie, de plus confit en dévotion et qui quelques mois plus tard sera assis à la présidence de la république

par la grâce des socialistes.

Les bases organiques de la monarchie restèrent inchangées: l'armée était celle de la monarchie; la police et la garde civile, celles de la monarchie; la magistrature et les lois aussi et le clergé était subventionné comme sous la monarchie. Bientôt le gouvernement républicano-socialiste usera de la censure, supprimera des publications et fermera des locaux ouvriers. Les républicains et les socialistes avaient promis de modifier les bases économiques, la structure sociale à proprement parler, dans un seul de ses aspects, la question agraire. Contrairement aux illusions que les masses s'en étaient fait, l'aspiration des républicains et socialistes consistait à favoriser le développement capitaliste, qu'ils croyaient obtenir également à la campagne en livrant les latifundias aux méthodes capitalistes modernes de culture, prévisible à la distribution à de nombreux et nouveaux propriétaires bourgeois. Ils ne comprenaient pas que les propriétaires fonciers et la grande bourgeoisie constituaient, non deux classes, mais une seule, dont les intérêts étaient entrelacés de mille manières. Le capital, dont la croissance était le centre de leurs préoccupations, ne les aurait laisser modifier la propriété latifundiste que dans la mesure où cela représentait un avantage pour lui; par conséquent, la loi de réforme agraire qui sortit des Cortès constituantes fut une dérision pour tous les pauvres du mode rural. Et ne parlons pas ici du manque de valeur révolutionnaire d'une semblable mesure, quand bien même elle aurait été effective. En 1936, lorsque les travailleurs en général eurent les armes et le pouvoir à

échelle locale et sinon nationale, la lutte pratique allait démontrer que la seule solution à ce problème n'était pas la parcellisation de la terre en petites propriétés bourgeoises, mais sa socialisation. En somme le problème agraire était identique au problème industriel. Il fallait en finir avec le capitalisme, et toute autre tentative de développement, qu'elle fût une réussite ou un échec, était une entreprise réactionnaire

C'est pour cela qu'entre le gouvernement républicano-socialiste et le prolétariat, industriel et agricole indistinctement, paysans pauvres compris, s'établit tout de suite un rapport d'ennemis. Il n'est pas nécessaire de faire ici un inventaire des nombreuses fois où la police, la garde civile et l'armée tirèrent sur les travailleurs, emprisonnèrent les révolutionnaires et les assassinèrent parfois en appliquant la criminelle "ley de fugas" des temps monarchiques les plus durs. Ce qui sera mis en évidence au cours de la première période de la République, c'est le choc géné-

ral entre les désirs et les nécessités révolutionnaires des masses, même s'ils étaient perçus confusément, et la nette absence d'intentions révolutionnaires du gouvernement. La république que ce dernier imposait et la république à laquelle aspiraient les masses étaient radicalement opposées.

Deux ans après le 14 avril, l'écrasante majorité des travailleurs avaient la conviction, acquise à ses dépens, que ce gouvernement n'était pas le sien. Chaque fois que s'ouvre une période révolutionnaire, l'ignorance et l'inexpérience politiques induisent les masses à croire en des hommes et des organisations au verbiage démocratique, ou qui ont cessé d'être révolutionnaires depuis longtemps. Sans un déplacement à gauche de leurs sympathies et affiliations vers des partis, minoritaires au début de la crise mais réellement révolutionnaires, le triomphe des opprimés est impossible. Aujourd'hui encore plus qu'hier, les révolutionnaires ne peuvent constituer que de petites organisations, jusqu'à la veille de la révolution. On comprend dès lors aisément pourquoi à l'instant même où un parti révolutionnaire se transforme en parti du prolétariat, le triomphe de ce dernier sur le capitalisme est assuré, à moins que celui-ci ne le contraigne par la terreur à redevenir minoritaire. Inversement, aucun parti de masse ne peut exister aujourd'hui de façon permanente au sein de la société capitaliste sans être en réalité, d'une façon ou d'une autre, une de ses fractions constituantes. En l'absence de nouveaux vecteurs organiques qui permettent le déplacement sus-dit, il sera impossible de passer à l'étape finale de la lutte. Et alors les tendances réactionnaires, anciennes ou nouvelles, croîtront et passeront à l'offensive.

Tel fut le résultat de deux ans de gouvernement républicano-socialiste. La deuxième partie de l'année 1933 a vu la réaction bourgeoise, cléricale et militariste passer à l'attaque avec Gil Robles à sa tête. Cet homme qui aujourd'hui, parce qu'il entrevoit un renouveau révolutionnaire, prend l'initiative jésuitique appelée "Démocratie Chrétienne", est le même qui alors se faisait appeler "LE CHEF", "caudillo" avant Franco, et allait prendre conseil à Berlin. Lui et les siens n'ont pas changé, à peine peut-être de procédés, pour protéger le capitalisme. Mais le fait que maintenant tant d'hommes et d'organismes de l'émigration et de la clandestinité collaborent avec lui, rend parfaitement compte de l'évolution réactionnaire du monde depuis les années 30 jusqu'à aujourd'hui.

En 1933 le prolétariat espagnol avait une expérience positive. Il n'était pas, loin s'en

faut, vaincu; il était seulement apathique, sans cohésion idéologique, même médiocre, et par conséquent il était momentanément démoralisé. Il était démoralisé par la république démocratique-bourgeoise, mais non par la république qu'il avait entrevue et dont l'expérience lui avait démontré la nécessité. A peine envisagea-t-il la possibilité de lutter pour cette république anti-capitaliste qu'un sursaut d'enthousiasme lui redonna l'impulsion du combat. Et le gouvernement de droite, installé en novembre 1933, trouva en face de lui une classe ouvrière alerte, avec des objectifs supérieurs. Le triomphe de la révolution sociale semblait à beaucoup aussi certain que proche.

Cela aurait été une réalité si le déplacement vers la gauche n'avait souffert d'un grave défaut au départ. Le centre nerveux de la nouvelle lutte était "l'aile gauche du parti socialiste". Des circonstances politiques déterminées, nationales et internationales, la menace de la suppression du système parlementaire obligèrent cette aile à se prononcer en faveur d'une révolution prolétarienne qu'elle ne se proposait pas de réaliser, et qu'elle ne savait même pas comment effectuer. Son organisation et la mentalité de ses principaux porte-parole étaient depuis très longtemps adaptées à la société bourgeoise. En se présentant comme direction révolutionnaire, la gauche "socialiste" entraîna les masses derrière elle et coupa, dans l'immédiat, leur évolution probable vers un autre centre organique apte et réellement intéressé à la prise du pouvoir et de l'économie par le prolétariat. Par conséquent la nouvelle offensive, orientée en théorie et par le prolétariat dans la pratique vers la suppression du système capitaliste, qu'il soit démocratique ou non, ressemble bientôt à une locomotive électrique lancée sur une voie montagnaise, et dont le conducteur couperait le courant à chaque fois qu'elle s'approcherait de la cime.

Il y eût bien sûr, de magnifiques mouvements de grève, revendicatifs et clairement politiques, ou de solidarité avec les grévistes dans certaines villes; mais une grève générale des travailleurs agricoles fut proclamée indésirable et boycottée par la gauche "socialiste" (et par la droite évidemment) ce qui mit la majorité du prolétariat agricole hors de combat. Des organismes d'unité d'action ou Alliances Ouvrières se constituèrent aussi entre les socialistes et d'autres organisations plus à gauche: Parti Syndicaliste, Fédération du tabac et Gauche communiste, mais elles étaient réduites à des comités de coordination que le P"S" et l'UGT paralysaient à volonté grâce à leur poids organisationnel. La prise du pouvoir par un prolétariat tant prônée nécessitait la créa-

tion d'organismes adéquats de représentation; il fallait donc que le prolétariat élise et destitue comme bon lui semblerait ses délégués dans les Alliances Ouvrières. Mais une telle idée atterrait les socialistes, non seulement parcequ'ils pouvaient perdre la majorité dans ces Alliances, mais aussi parce qu'au moment de l'insurrection ils ne pourraient la réduire à une simple échauffourée.

Un parti révolutionnaire ne prévoit pas le moment insurrectionnel en fonction d'éventuelles manoeuvres politiques dans les hautes sphères capitalistes, ni en fonction d'un quelconque projet conspiratoire. En pareille circonstance la masse de la population exploitée doit faire irruption les armes à la main; c'est donc la disposition plus grande au combat de cette même masse qui marque le moment insurrectionnel, et aussi par conséquence, un affaiblissement accentué du pouvoir ennemi. Le moment insurrectionnel est donc, sauf comme décision à prendre (et encore pas toujours), indépendant de la direction révolutionnaire dont le rôle est décisif dans les luttes antérieures qui doivent favoriser son apparition.

Mais au contraire, la gauche "socialiste" faisait croire à sa mystérieuse conjuration, tout en faisant dépendre le moment insurrectionnel, croyant sans doute ainsi le prévenir, de l'entrée de ministres de Gil Robles au gouvernement. Les ministres en question furent effectivement incorporés au gouvernement et les masses prenant au pied de la lettre les paroles de la gauche "socialiste" se précipitèrent dans la rue. C'est alors que la direction de la gauche "socialiste" coupa l'énergie de la locomotive révolutionnaire en lançant le mot d'ordre de "grève générale pacifique". Il n'y eut d'insurrection que là où les travailleurs disposaient par eux-mêmes de dynamite et de quelques armes, en Asturie et dans certains endroits de Catalogne où les anarchistes la prirent en charge. Octobre 34 démontra, une fois de plus, qu'une organisation réformiste est incompatible avec l'insurrection prolétarienne, même si elle prétend la préparer.

La bataille perdue, souffrant d'une répression terrible (30000 prisonniers politiques début 1936), les travailleurs espagnols avaient cependant acquis une nouvelle expérience, d'une valeur politique supérieure dont la transcendance se verrait à partir du 19 juillet 1936. A compter de 1934, la classe ouvrière, loin de continuer à identifier confusément ses aspirations à celles de la République en général, sans détermination de classe, se donne délibérément un but, celui de la république prolétarienne et de la fin du capitalisme. Ce but faisait déjà partie des exigences historiques du prolétariat mon-

dial, dont le secteur espagnol était un des plus actifs; il n'avait été obscurci auparavant que par les lunettes fumées du parlementarisme socialiste, que le confus apolitisme anarchiste était incapable d'arracher. La peur que la démocratie bourgeoise soit supprimée à cause du triomphe du fascisme, récent en Allemagne et en Autriche, menaçant en France, en Belgique et en Espagne, installé depuis des années en Italie, excita parmi certains réformistes de tous les pays un ébranlement radicalisant purement défensif, sans relation réelle avec les idées révolutionnaires. Mais en Espagne surtout, les masses apprirent, au prix d'un bain de sang il est vrai, qu'elles devaient et pouvaient régler leurs comptes avec l'exploitation et l'oppression capitalistes. La lutte est l'école révolutionnaire des exploités.

L'esprit révolutionnaire avait pénétré les masses à un tel point qu'en dépit des soporifiques qui lui furent administrés, l'explosion sociale suivante allait disloquer complètement le capitalisme.

La répression du gouvernement Leroux-Gil Robles n'empêcha pas que l'insurrection, encore limitée aux Asturies et à d'autres points ne produise une puissante fascination dans tout le pays et ne devienne le ferment d'une nouvelle offensive révolutionnaire. Bien que leur déplacement à gauche n'ait été endigué que par la défaite d'octobre, les masses étaient sur le qui-vive de telle façon qu'elles empêchèrent que le pouvoir ne tombe complètement aux mains des philo-fascistes ou que ne se réalise la combinaison entre ces derniers et les républicains "historiques", présidés par Leroux. La chute d'un tel gouvernement et la dissolution de son parlement ne se firent pas attendre plus d'un an.

Entre temps, comme c'était prévisible, la gauche "socialiste" renoua avec son traditionnel parlementarisme bourgeois. Mais ce retour au bercail aurait quand même pu être, pour la révolution, plus profitable que préjudiciable, s'il n'avait pas été soutenu et renforcé par l'organisation qui usurpe le prestige de la révolution russe, le Parti "communiste". Si ce dernier n'a joué aucun rôle positif, c'est parcequ'il était dirigé par des fonctionnaires manipulables dont la vraie préoccupation était de gagner les faveurs de Moscou, et cela au moment même où la Russie, ayant fait table rase de la révolution de 1917, assassinait méthodiquement ceux qui avaient survécu. Dans la sphère internationale, ce fait réactionnaire par excellence parmi tous ceux qui se sont produits au XX^e siècle, se matérialisa par l'imposition à tous les partis liés à Moscou de la seule politique désormais vala-

ble pour le capitalisme d'Etat stalinien: La politique de guerre impérialiste diamétralement opposée à la politique de révolution prolétarienne. C'est pour cela que le Front Populaire fut accueilli les bras ouverts par les réformistes, les bourgeois et par toutes sortes de patriotes. Ce coup monté sortit la gauche "socialiste" de son borbier. Les communistes se révélaient plus bourgeois et plus parlementaires qu'elle. Sous leur nouvel aspect, beaucoup plus en concordance avec la réalité que leur masque antérieur pseudo révolutionnaire, ils allaient jouer en Espagne le même rôle que Staline en Russie, même si le bénéficiaire immédiat de leur oeuvre allait être Franco.

Malgré le funeste présage de la machination front populiste, les masses, pleines de dynamisme et de leur expérience antérieure, ne se sont laissées encadrer qu'en apparence par le pacte pleinement capitaliste du Front Populaire. Elles ont élu ses candidats pour se débarrasser de la situation existante et pour libérer les 30.000 prisonniers politiques; mais dès qu'elles passèrent à l'action elles ne firent aucun cas du programme front populiste. Immédiatement après les élections de février 36, les agressions se multiplièrent contre la propriété capitaliste et contre ses forces armées, qui constituent sa principale défense aux moments de crise révolutionnaire. La situation était si menaçante pour la millénaire société des possédants, que la réaction philo-fasciste elle-même se mit sous la protection du Front Populaire en tant que défenseur de l'ordre capitaliste.

En même temps, les principales institutions du capitalisme, armée, police, clergé, haute bureaucratie étatique et judiciaire, s'apprêtaient, sous la protection de la légalité front populiste, à imposer elles-mêmes leur ordre aux masses. Elles considérèrent le moment opportun en juillet 36, bien que depuis des mois elles se soient moquées du gouvernement sans que ce dernier n'ose lever la main sur elles.

Les 17 et 18 juillet, l'armée sortit dans la rue en croyant dominer facilement la situation. Informé dès le début du coup militaire, le gouvernement déclarait: " Une nouvelle tentative insurrectionnelle a échoué... Le gouvernement déclare que le mouvement est circonscrit à certaines villes de la zone du protectorat (Maroc), et que personne, absolument personne, ne s'est joint dans la péninsule à cette entreprise absurde". Evidemment, plus important que la révolte réactionnaire, était pour le gouvernement d'empê-

cher les masses de se ruer aux armes et d'attaquer les militaires d'elles mêmes.

Al'appui de cet impératif de toute direction politique non révolutionnaire et pour que personne ne doute de l'unité de critère entre le Front Populaire et son gouvernement, un communiqué conjoint des partis "communiste" et "socialiste" ajoutait: " Le gouvernement ordonne , le Front Populaire obéit". Si l'armée et le clergé n'ont pas triomphé immédiatement comme ils en étaient convaincus ce ne fut certainement pas grâce au gouvernement du Front Populaire.

Le prolétariat avait en plusieurs occasions fait échouer des tentatives de coups d'état, le dernier en février 36, alors que le président de la république avait déjà signé le décret de proclamation de l'état de guerre. Bien que réprimé durement par le gouvernement de février à juillet, et attaqué par des bandes fascistes, son ardeur combattive était intacte, et les militaires la mirent en état insurrectionnelle. L'attitude conciliante et capitulatrice du Front Populaire avait exaspéré le prolétariat à un tel point que ce ne sont pas les organisations plus en marge de la coalition gouvernementale qui se préparaient à la lutte armée, mais également la majorité des ouvriers encadrés par les "socialistes" et les stalinien. C'est inutilement que la "Pasionaria" s'est accochée au poste émetteur de la Radio pour taxer de provocateurs ceux qui entreprenaient d'eux-mêmes le combat armé contre les militaires. Une tentative d'incorporer quelques généraux franquistes au gouvernement, déclencha une explosion des masses qui passèrent à l'insurrection ouverte, annulant toute possibilité de conciliation.

Le 19 juillet 1936 la fureur du combat entre les masses travailleuses et l'armée avec ses curés et ses fascistes retentissait dans tous le pays. Et l'armée nationale, meurtrière, suprême représentation de l'Etat capitaliste fut vaincue, anihilée dans la bataille. Elle ne resta debout qu'en peu d'endroits, là où les représentants gouvernementaux réussirent à empêcher le prolétariat de s'emparer d'un minimum d'armes. La date est restée inscrite parmi les plus exemplaires du prolétariat international.

Le 20 juillet 1936, l'étoile du matin rutilait d'un nouvel éclat. Fusil à l'épaule, le prolétariat entra en possession de l'économie et du pouvoir politique, annonce d'une nouvelle société, sans classes ni oppression. Des milliers de Comités-gouvernement tissèrent la transformation révolutionnaire.

Pour les empêcher de mener à terme leur

oeuvre, la réaction mondiale se coalisa par dessus les rivalités nationales impérialistes. Une partie appuya directement l'armée, pendant que l'autre incitait le Front Populaire à reconstituer les forces répressives du capitalisme, défaites par l'insurrection prolétarienne. Les armes russes étaient envoyées pour créer, avant tout, une force de police à lancer contre le prolétariat, en même temps que le pétrole vendu à Mussolini approvisionnait les avions et les troupes de Franco. Lorsque le Front Populaire et son principal parti d'alors, celui de Moscou, se trouvèrent plus et mieux armés que les masses travailleuses, ils entreprirent une campagne en faveur de la réconciliation avec les généraux et les fascistes. Pour persuader ces derniers ils lancèrent ces consignes: " Ceux qui exproprient sont des voleurs; les milices ouvrières sont des tribus de sauvages; ceux qui parlent de révolution socialiste sont des provocateurs " et d'autres du même acabit ou pis encore. La cause principale de la victoire de Franco réside dans cette campagne qui finalement réussit à reconstituer l'Etat capitaliste. En plus, la reconstitution nécessitait le consentement, même à contre-coeur, de l'anarcho-syndicalisme et du POUM.

Jamais dans l'histoire de l'Espagne il n'y eut un élan créateur aussi vaste et aussi digne de l'Homme que celui qui aboutit à la défaite de l'armée nationale et des autres institutions capitalistes. Léon Trotsky disait peu de mois avant d'être assassiné par ceux-là même qui livrèrent le pouvoir à Franco: " Le prolétariat espagnol a prodigué assez d'énergie pour faire la révolution pour l'étendre à l'Europe".

"Ce qui lui a manqué, lui commentai-je, c'est de se rendre compte que les hommes de Moscou ne représentaient plus la révolution de 1917 mais la contre-révolution". En précisant davantage, ce qui lui a réellement manqué, c'est une organisation orientée par cette idée de façon pleinement conséquente. En effet, à partir du soulèvement de Catalogne (mai 1937) contre le gouvernement et ses réactionnaires inspirateurs russes et pro-russes, dire stalinien ou fasciste était la même chose pour les ouvriers et les révolutionnaires.

Entre le 14 avril 1931 et le 19 juillet 1936, le cours des événements peut se résumer ainsi: d'un simple vote contre la monarchie à la révolution prolétarienne, de la candide inexpérience à la conscience de la nécessité historique.

La chute du régime de Franco inaugurerait un nouveau cycle révolutionnaire, déjà en gestation dans les mouvements de grève. Une fois encore, les masses tendront fortement à

prendre le pouvoir et l'économie, à entreprendre la révolution communiste. Mais les mêmes partis d'hier lui barrent la route, et d'autres la lui barreront sous une nouvelle apparence. Les uns s'efforceront d'imposer le capitalisme d'Etat en le nommant Démocratie populaire ou Socialisme, les autres d'imposer un capitalisme bigot pseudo démocratique. Ce ne sera pas un obstacle pour que, dans le cas d'une domination de ces derniers, les premiers collaborent avec eux selon l'exemple italien et inversement selon l'exemple polonais. Le Vatican et son concile sont en

train de faciliter ces arrangements. Plus que dans la période 1931-1937 la victoire de la révolution nécessite le regroupement du prolétariat dans un parti radicalement opposé à ces tentatives et qui ait déduit toutes les conclusions de l'expérience espagnole et mondiale. Le Ferment Ouvrier Révolutionnaire est déjà un exposant théorique d'un tel parti.

G. MUNIS.

Mai 1965.

REPONSE A EMANCIPACION OBRERA

... Le système capitaliste existe partout dans le monde, dans les pays dits développés comme dans les dits "sous-développés". C'est fondamentalement le même rapport de production qui régit de nos jours l'exploitation de l'homme par l'homme celui qui se base sur le travail salarié et la loi de la valeur (bien qu'il existe des tribus dans certains endroits !). C'est un seul monde (avec les particularités qui existent dans ses différentes zones), celui du capital, qui n'a plus de raison d'être, et qui par conséquent mérite le même sort partout: sa destruction par la révolution prolétarienne mondiale.

L'apparition de groupes qui orientent leur théorie et leur pratique vers cette unique solution est très importante, d'autant plus lorsqu'ils se trouvent dans des zones géographiques où les mystifications des diverses fractions capitalistes maintiennent plus concrètement leur poids réactionnaire (patriotisme, nationalisme, anti-impérialisme, tiers-mondisme, guerrillérisme etc.).

Pour ce motif, et malgré les divergences que nous avons, nous voulons vous saluer fraternellement, et espérons que les vampires qui sucent de la plus-value constatent qu'il y a chaque fois plus de prolétaires qui veulent cesser de l'être dans une perspective classiste révolutionnaire !

Maintenant allons droit au but. Sans entrer ici dans les détails, votre "proposition", ou plus précisément, l'esprit qui anime votre "proposition" montre votre envie d'aller de l'avant, votre volonté de vouloir coordonner pratiquement les efforts des internationalistes qui agissent de manière trop isolée partout sur le globe terrestre, de rompre sans demi-mesure avec le sectarisme et l'esprit de chappelle... L'intention est bonne, et vu de la sorte personne ne devrait s'opposer à une semblable proposition. Mieux encore, à notre con-

naissance aucun groupe (tendance ou organisation) ne se pare du titre de sectaire. Non-obstant, ces mêmes organisations, dans la plupart des cas continuent à agir séparément y compris dans les lieux où sans difficulté pratique elles pourraient agir ensemble. Nous pensons que cette situation ne s'explique pas seulement par la mauvaise volonté ou le sectarisme. Récemment il y a eu des tentatives similaires, notamment celles impulsées principalement par le "CCI" et "Battaglia comunista" à travers les conférences internationales dont nous supposons que vous avez entendu parler. Qu'il y ait eu des tentatives ne rend pas la vôtre moins importante. Ce que nous voulons souligner c'est que l'échec est dû à des raisons politiques. Cela nous ne pouvons ni ne devons l'occulter. Après un tel échec (que nous avions prévu, mais là n'est pas le plus important) nous imaginons mal comment tous ces groupes (nous y incluons le nôtre) pourraient dans la situation présente répondre affirmativement à votre proposition dans sa totalité. Comprenez-nous bien. Lorsque nous parlons de raisons politiques, nous faisons référence aux positions fondamentales que ceux qui se proclament révolutionnaires défendent aujourd'hui. Car il est évident que dans une même organisation, même si cette dernière a une vision globale précise de l'histoire du mouvement ouvrier, des nuances peuvent exister ainsi que de la part de ses militants des connaissances plus ou moins profondes sur des caractérisations ponctuelles sur la 1ère, 2ème, 3ème internationales, oppositions de gauche, fractions, IVE initiale...). Lorsque nous disons des raisons politiques nous nous référons à ce qui suit principalement :

QUELLES SONT LES TACHES MONDIALES QUE DOIVENT ASSUMER LA CLASSE PROLETARIENNE EN GENERAL, ET SA OU SES AVANTS-GARDES REVOLUTIONNAIRES DANS LA LUTTE IMMEDIATE COMME EN PLEINE REVOLUTION ?

Sur cela des désaccords profonds existent entre les groupes, organisations, tendances, courants et militants révolutionnaires. C'est à-dire qu'en plus des points que vous énoncez (peu importe ici leur formulation) dans "à qui nous adressons cette proposition ?" avec lesquels on peut grosso modo être d'accord, il existe pour nous comme organisation deux points essentiels pour impulser une pratique commune organisée entre les divers groupes.

REVOLUTION POLITIQUE OU REVOLUTION SOCIALE ?

La seule solution révolutionnaire aujourd'hui c'est la révolution prolétarienne partout dans le monde. Mais celle-ci, là où elle surgira, doit être directement socialiste ; elle doit donc s'attaquer immédiatement aux rapports capitalistes de production, et par conséquent au travail salarié pour le réduire en poussière le plus tôt possible dans la perspective de la mondialisation de cette même révolution.

Ce seul point, sur lequel nous ne voulons transiger (ce qui n'a rien à voir avec le sectarisme) provoque chez la grande majorité des groupes qui pourraient être d'accord avec vos points une fureur épouvantable en nous accusant (gentiment bien sûr !) de boukhariniens et même de staliniens, comme si nous désirions le socialisme dans un seul pays (et même cette analogie sur ce point est fautive, car que nous sachions, Staline n'a jamais défendu, une fois juché au pouvoir, le socialisme nulle part). De toute façon même si nous le désirions c'est impossible puisque le mouvement communiste est a-national par définition. Un de ses aspects est la destruction de frontières. Quant à Staline, lorsqu'il parlait de "socialisme dans un seul pays" il ne faisait que consolider le capitalisme d'Etat comme produit empirique de l'échec de la tentative de révolution mondiale en Russie.

Nous sommes également pour la création d'un Parti communiste mondial, mais nous prétendons qu'il ne méritera ce titre que s'il défend pratiquement, où que ce soit, la tâche sociale de la révolution, quelque soit l'endroit géographique où surgisse le mouvement. Aujourd'hui nous nous méfions, vu que les conditions matérielles objectives pour le triomphe de la société communiste sont amplement présentes, de ceux qui, tels le CCI et le BIPR, parlent de pouvoir international des conseils ouvriers (que le Parti soit devant, derrière ou au milieu peu importe ici) sans spécifier les mesures directement socialistes de la révolution, mesures qui empêchent précisément que l'Etat post-révolutionnaire soit propriétaire des moyens de production au détriment de la classe ouvrière.

En résumé, il n'est pas suffisant de parler de révolution prolétarienne si on ne précise

pas sa nature directement socialiste. Au moins les révolutionnaires du passé, que l'on soit d'accord ou non avec eux, spécifièrent clairement la politique qu'ils voulaient impulser (révolution démocratique, Thèses d'Avril, révolution permanente...). La dictature du prolétariat ne peut s'attaquer aujourd'hui qu'au salariat sinon il y aura dictature du capital.

LUTTES IMMEDIATES

Les tâches des révolutionnaires dans les luttes immédiates doivent être en relation directe avec le premier point mentionné, puisqu'il ne s'agit pas de développer, peu importe sous quelle forme (pouvoir bourgeois, collaborationniste, prolétarien) le capitalisme nulle part mais bien de l'abattre partout. Il n'y a plus de possibilité d'accomplir des tâches démocratico-bourgeoises sur la surface terrestre. Mais à cause du niveau très bas de la conscience révolutionnaire au sein de notre classe, dû principalement à la contre-révolution capitaliste d'Etat (pilier de la contre-révolution dans le monde) et non à la prospérité ou à la crise économique du capital, les révolutionnaires se situent encore à contre-courant. C'est-à-dire que les idées dominantes sont les idées de la classe dominante (capitalisme mondial quelles que soient ses fractions, au pouvoir ou dans l'opposition). C'est pour cela qu'en tant que partie plus consciente et décidée nous ne pouvons accepter le sourire au lèvres n'importe quelle action de notre classe pour le simple fait qu'elle a bougé. C'est bien entendu lorsqu'elle bouge qu'elle est plus à même de se transformer en classe révolutionnaire, mais c'est alors précisément que l'action révolutionnaire des minorités acquiert plus d'importance. S'il est vrai que nous devons appeler à l'auto-organisation, à l'extension des luttes, nous devons aussi, en tant que prolétaires communistes, contribuer à donner un contenu politique à ces luttes. L'unification des luttes immédiates ne peut être laissée à la simple spontanéité des masses, et elle ne s'obtiendra pas non plus en proclamant sa simple nécessité. C'est pour cela que le Ferment Ouvrier Révolutionnaire a écrit dans son "pour un second manifeste communiste" un chapitre (le dernier) "les tâches de notre époque" où il essaye de poser les axes fondamentaux qui permettent à la classe dans son ensemble et aux révolutionnaires d'agir, en essayant de donner des réponses à chaque et à tous les principaux problèmes au niveau politique, organisationnel, économique, social). Ces propositions sont taxées par la quasi totalité des organisations que nous connaissons de "programme de transition" (dans son acception trotskiste), alors qu'elles acceptent toutes (devant la classe il faut sans doute se mettre à genou !) presque toujours une lutte revendicative circonscrite dans le cadre du capital, et qui donc ne vise pas le

moins du monde la base même de l'exploitation de l'homme par l'homme. Aujourd'hui, même les grèves qui échappent au début à la structure syndicale, maintiennent presque à tous les coups par atavisme une orientation syndicaliste. Pour nous, dans tous les mouvements de la classe, et avec plus de force et d'énergie dans les mouvements massifs comme en Angleterre et en Belgique dernièrement, nous devons avancer avant tout : NON AUX LICENCIEMENTS, MOINS DE TRAVAIL ET PLUS DE SALAIRE REEL, INCORPORATION DES CHOMEURS A LA PRODUCTION. A BAS LES SYNDICATS, ORGANISATION INDEPENDANTE DE CLASSE. Là commence la véritable solidarité de classe en même temps que la possibilité concrète d'écraser le système marchand capitaliste. Sinon, toute action ouvrière sera facilement encadrée et dirigée par les syndicats, organisations indispensables au maintien de l'exploitation salariale (comme intermédiaires ou directement comme administrateurs du capital).

Camarades, ces deux points, entre autres puisque tout est lié, nous empêchent d'avoir une pratique commune organisée avec les organisations que nous considérons comme révolutionnaires malgré ces divergences. Et nous ne parlons pas de celles qu'elles ont entre elles ! Si nous avons mentionner cela c'est pour que vous vous rendiez compte de la situation réelle qui existe entre les tendances révolutionnaires que vous apprendrez à mieux connaître par la suite.

Ceci étant, nous ne restons pas pour autant en cercle fermé pour distiller la théorie communiste. Nous n'avons pas la prétention stupide de représenter à nous seul le Parti Révolutionnaire si nécessaire au triomphe du communisme. Ce qui est sûr par contre c'est que nous croyons en nos idées et en notre pratique. C'est par la confrontation dans les luttes de leur praxis, que les organisations actuellement existantes iront de l'avant, car nous croyons en la relation dialectique entre l'ensemble du prolétariat et son avant-garde.

La situation actuelle (que nous ne considérons pas comme une poussée qualitative et quantitative de la lutte de classes et de sa conscience) ne facilite pas les choses. Cependant, les révolutionnaires sont un facteur décisif pour la transformer. Nous devons dénoncer et attaquer toutes les forces qui se prétendent ouvrières et qui en fait défendent ce système pourri (P"C", P"S", trotskistes, syndicalistes) Il est vrai que beaucoup d'organisations, toutes peut-être, à qui vous avez envoyé "la propuesta" essayent de le faire. Mais présen-

tement, à cause des problèmes antérieurement mentionnés, nous ne pouvons faire que ce que K. Liebknecht avait dit à un moment, "frapper ensemble, marcher séparément". Il ne sert à rien de se précipiter, ce qui est primordial c'est le résultat positif que nous désirons tous. Même "frapper ensemble" se fait séparément aujourd'hui à cause des différences sur la manière de frapper.

Pour finir nous ne voulons pas vous donner l'impression que nous ne voulons pas avancer vers l'unification des forces révolutionnaires. Les débats, quand ils ne sont pas répétitifs (il y a longtemps que les groupes se connaissent) à cause de la situation présente de la lutte de classes et non à cause des participants, sont nécessaires. Il faut que les révolutionnaires s'informent des luttes, des grèves, des attitudes, des actions de leur classe là où ils se produisent. En ce sens il est vrai qu'il y a beaucoup à faire dès maintenant et depuis toujours. Dans la mesure de nos forces nous le ferons avec vous et avec les autres quand nous aurons des informations directes que personne ne connaît.

Bon, nous n'allons pas allonger de trop ce premier échange d'idée puisque nous ne pouvons pas tout dire d'un coup. A propos nous vous avons envoyé une première sélection de notre matériel en espagnol. Quand vous le recevrez faites nous le savoir rapidement. Si de votre côté vous avez des publications nous aimerions les avoir, unique façon de mieux vous connaître pour le moment dans la mesure où il est difficile pour nous de nous rendre aussi loin.

En espérant recevoir une réponse de votre part, recevez nos salutations communistes

F.O.R (Alarme)

F.O.R (Alarma)

P.S. Nous sommes au courant que vous avez eu des problèmes avec les trotskistes argentins. Outre la dénonciation que nous pouvons faire face à un semblable agissement, la meilleure solidarité pratique (vu la distance qui nous sépare) est encore de vous dire que les révolutionnaires ont les mêmes problèmes partout. Le rapport de force leur est favorable pour l'instant. Nous contribuons et nous contribueront à ce qu'il en soit autrement, nous les dénonçons et nous les dénoncerons sans cesse.

"praxis contre méthodologie"

Dans plusieurs numéros d'Alarme et de "l'Arme de la Critique", nous avons abordé la question de la décadence du capitalisme comme système de civilisation. Nous revenons moins directement mais de façon franchement polémique sur ce problème dans cet article après la lecture du numéro 23 du "Communiste", organe central en français du G.C.I.

Nous nous intéressons à toute polémique qui aide aujourd'hui à la constitution du prolétariat en classe révolutionnaire et donc en Parti. Il n'y a pas la moindre charlatanisme intellectuel dans notre démarche, car comprendre le mieux possible l'époque qui écrase l'humanité entière s'ajoute activement aux possibilités de l'anéantir à jamais. Une dernière chose avant d'aborder le sujet. Il est d'usage d'utiliser des citations de Marx comme scapulaire. Nous prévenons aussitôt que nous ne les emploierons pas comme textes sacrés, mais uniquement dans la mesure où elles viendront, de façon concise et souvent plus clairement exprimée, confirmer notre propre théorie qui prétend correspondre précisément aux problèmes qui nous sont posés, éliminant par là tout ce qui nous semble dépassé. Ainsi nombreux sont ceux, et l'exemple est particulièrement bien choisi pour les "anti-décadentistes" qui ne reprennent que les phrases frappantes de Marx contre la démocratie, la salariat, la nation ... sans jamais faire référence à sa défense historique de la démocratie, du salariat, de la nation, préférant conspuer les "disciples" (Lénine, Trotsky, Luxembourg, Pannekoek, etc) comme traîtres à certains moments à l' "invariance du programme du Parti Communiste".

Le GCI, selon notre point de vue, comprend de moins en moins ce qui s'est passé dans l'histoire, à force de vouloir être en symbiose avec "l'invariance" pourtant fort changeante ; la religiosité ne s'exprime pas que dans les églises ! Il applique à sa façon l'idéalisme de Hegel et croit, dans sa logique spéculative, en une idée absolue que l'être humain doit pouvoir dialectiquement (le mot est enfin lâché) appréhender. Pour Hegel, cette idée, c'était l'Etat. Pour le GCI comme pour toutes les chapelles bordiguisantes qui s'accusent perpétuellement de l'altérer, l'idée, c'est le programme invariant du Parti Communiste.

S'il est vrai que les visions décadentistes ne sont pas toujours dialectiques dans leur conception matérialiste du monde, il est certain qu'elles ne le sont jamais pour ceux qui nient la progressivité et donc la décadence dans l'histoire. L'humanité ne se propose-t-elle pas que les tâches qu'elle peut remplir ? Et pour être plus précis, ne finit-elle pas par ne résoudre que celles-là ?

Dans sa critique virulente des "décadentistes" le GCI met surtout l'accent sur ceux qui basent leur théorie sur l'incapacité du capitalisme à faire croître ses forces productives (trotskistes en général), sur son incapacité à se sortir de la crise économique de surproduction (CCT principalement), sur son incapacité à surmonter la baisse du taux de profit (PCI-pc, BIPR, etc) mais nous n'en sommes pas moins nommés en ce qui concerne la vision morale de la décadence. Les uns et les autres sont amalgamés lorsque, fort de son arrogance, ce groupe piaillé : "Et ce n'est pas un hasard" que nos décadentistes (toutes écoles confondues) se retrouvent dans un choeur commun avec tous les chacals réactionnaires hurlant à la "décadence de l'Occident" depuis les témoins de Jéhovah jusqu'aux nouveaux philosophes en passant par les néo-nazis euro-péocentristes, jusqu'aux adorateurs de Moon ! Et si les décadentistes se retrouvent en cette sinistre compagnie c'est parce que dans la réalité, ils défendent la même perspective réactionnaire et contre-révolutionnaire du progressivisme (position du matérialisme vulgaire). (Page 11 de la revue n° 23)

Nous ne répondrons que plus loin à ce propos répugnant, digne de ceux qui se voient en fin de compte comme les seuls communistes de la terre et de l'histoire, experts dans l'art de lancer le mot "contre-révolutionnaire" à tort et à travers, doués pour aligner des phrases pédantes à résonnance scientifique, et qui loin d'assimiler la dialectique, la vomissent en permanence parce qu'elle vient titiller leur radicalisme pompeux.

L'insulte est parfois révolutionnaire. Elle l'est toujours lorsqu'elle est émise contre l'ennemi de classe. Elle ne l'est jamais contre des organisations communistes, et se retourne alors d'elle-même contre ceux qui l'ont formulée.

Avant d'entamer la critique de l'article mentionné, qui se pare d'un titre à ambition hautement théorique : théorie de la décadence, décadence de la théorie. Première contribution : la "méthodologie", mettons en évidence les quelques passages pertinents contre les conceptions économistes du déclin du capitalisme. En effet, nombreux sont les révolutionnaires qui dès la fin du XIX^e siècle ont enterré le capitalisme d'un point de vue économique, notamment Rosa Luxembourg avec son livre "l'accumulation du capital" et ses polémiques contre le révisionniste Bernstein qui lui, pensait que le capitalisme, par son évolution constante permettrait au prolétariat de la remplacer par le socialisme moyennant sa participation au parlement bourgeois. Où encore Trotsky dans son 'programme de transition' de 1938 qui commence par sa célèbre phrase : "les forces productives ont cessé de croître", et Lénine auparavant avec son "impérialisme, stade suprême du capitalisme". Nous sommes à la fin du XX^e siècle et malgré les difficultés dues à une restructuration importante, le capital continue de se concentrer, de s'accumuler et donc d'exploiter le prolétariat à l'échelle mondiale. Rien à redire par conséquent lorsque le GCI constate que "la production industrielle mondiale, en 1948, dépassait de 36% le niveau de 1937 et de 74% celui de 1929. Entre 1878 et 1948 la production industrielle augmentait de 11 fois. Pendant la même période la population de la terre passait de 1500 à 2300 millions d'habitants, soit une augmentation de 50% environ". Aucune théorie sérieuse ne peut donc stipuler que le capitalisme est en déclin depuis le début du siècle si elle se base sur les données objectives d'une crise économique irréversible déjà existante. La croissance économique qui suivit la deuxième guerre mondiale fut formidablement supérieure à celle qu'avait vécue le capitalisme dans ses meilleurs moments auparavant. Mais ce fait incontestable prouve-t'il que le capitalisme est le même aujourd'hui qu'hier ? Qu'il faut maintenir l'ensemble des positions défendues dans le passé (syndicalisme, parlementarisme, démocratisme...) ou que dans le passé ces positions et cette pratique étaient déjà réactionnaires parce qu'elles l'ont toujours été ? CERTAINEMENT PAS.

Nous avons déjà répondu dans plusieurs articles aux "décadentistes" qui voient la crise économique irréversible de la même façon qu'un pauvre quidam perdu dans le désert voit des oasis à tout bout de champs. Le délire peut se propager et s'aggraver, la réalité elle, pèse de tout son poids matériel indépendamment de la perception faussée ou juste qu'on en ait. Mais il existe d'autres stupidités cérébrales qui, satisfaites d'elles-mêmes, sublimées jusqu'à l'apothéose "subversive", effacent allègrement du haut de leur praxis quasiment deux siècles de lutte prolétarienne. Nonobstant nous pourrions nous demander pourquoi diable s'arrêter en si court chemin. Où alors des génies dignes du GCI n'existaient-ils pas 3000 ans avant "notre" ère ? Par quelle fourberie de l'histoire ce programme omnipotent, omniprésent et invariant ne s'est-il pas révélé plus tôt aux pauvres bougres qui courbaient l'échine devant les maîtres de la terre ? Parce qu'il manquait les conditions objectives rétorqueraient-ils. Et bien nous y voilà.

Pour le GCI il n'y a ni ascendance ni décadence car ce serait penser que dans la première phase il n'y a pas de contradictions alors que celle entre force productive sociale et rapport de production existe en permanence dans une société divisée en classes. Merci pour la leçon de dialectique un peu désuète et fragile ! Mais quel "décadentiste" pourrait nier que dans la phase ascendante du capital il y a contradiction entre prolétariat et capital ? Si elle n'existait pas, adeptes de l'invariance, il n'y aurait pas société divisée en classes. Arrêtez donc de vous inventer des arguments qui ne tiennent vraiment pas debout.

Comme le dit très justement un texte trop peu connu de notre organisation "LLamamiento y exhorto a la nueva generación" écrit en novembre 1966 : "Idéologiquement nous ne commençons pas, nous renouons, parce que nous ne nous sommes jamais interrompus. Nous venons de très loin, depuis les premiers temps où des hommes se sont soulevés ; en chemin nous allons encore plus loin ..." En effet les hommes dans le passé ne se trouvaient pas dans les conditions objectives requises pour résoudre purement et simplement le problème de l'exploitation de l'homme par l'homme, même si certaines circonstances historiques avaient pu accélérer le mouvement de la résolution. Si cela est une vision morale de l'humanité, alors les poules ont des dents. "Dans l'histoire comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie", voilà notre réponse moralisante ! Avec la conception matérialiste, nous disons : "quand on dit côté positif du salariat, on dit côté positif du capital, de la grande industrie, de la libre concurrence, du marché mondial. Je n'ai pas besoin de vous expliquer longuement que, sans ces rapports et ces moyens de production, nous n'aurions pas

vu surgir les ressources matérielles de la libération du prolétariat et la création d'une nouvelle société ; que sans ces conditions, le prolétariat n'aurait pas pris le chemin de l'union ni connu le développement qui le rendent apte à cette double révolution, celle de l'ancienne société et la sienne propre." (Marx "Arbeitlohn" 1847). Et encore "Un des aspects civilisateur du capital est de faire produire ce surtravail d'une manière et dans des conditions qui sont plus favorables au développement des forces productives, des relations sociales, et à la création des éléments pour une formation sociale nouvelle et supérieure, qu'elles ne l'ont été sous les formes sociales antérieures, de l'esclavage, du ser-vage, etc..." (Marx. Capital III)

Bougres de sycophantes, reconnaître l'existence de phases historiques n'a jamais signifié défendre l'une des phases contre le communisme, ni même de nier la possibilité de révolution dans la première. Et nous reproduisons une autre citation d'un des adeptes de la secte Moon : "les ouvriers savent fort bien que la bourgeoisie devra leur faire non seulement de plus lardes concessions politiques que la monarchie absolue, mais que, pour servir son commerce et son industrie, elle fait surgir, malgré elle, les conditions favorables à l'union de la classe ouvrière. Or, l'union des ouvriers est la première exigence de leur triomphe. Les ouvriers savent que la suppression des conditions bourgeoises de la propriété ne saurait être réalisée par la conservation du régime féodal de propriété. Ils savent que le mouvement révolutionnaire de la bourgeoisie contre les castes féodales et la monarchie absolue ne peut qu'accélérer leur propre mouvement révolutionnaire, et que leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra éclater que le jour où la bourgeoisie aura triomphé... Ils peuvent et doivent accepter la révolution bourgeoise comme une condition de la révolution ouvrière. Mais ils ne peuvent la considérer un seul instant comme leur but final" (Marx. "L'observateur Rhénan". 1847)

Nous n'avons pas voulu conclure cette succession de citations avec un texte écrit en 1848 et dont le titre est "le manifeste du Parti Communiste" car il aurait fallu le reproduire presque intégralement. D'ailleurs ce texte fait-il partie de l'invariance ? Tout ce qui y est écrit est-il défendable aujourd'hui ? Répondre négativement aux deux questions ferait enfin apparaître de façon limpide aux "invariants" la base idéologique de la contre-révolution, sans aller la chercher dans la constitution de la II^e Internationale. Il y a bien eu "les nouveaux philosophes" dans les hautes sphères de l'intelligentsia marchande, pourquoi pas "les nouveaux communistes". L'histoire de la lutte des classes ne date pas d'aujourd'hui, alors ne la faites pas commencer avec vous.

Reconnaître la progressivité d'un mode de production par rapport à d'autres (contemporains ou antérieurs) n'est pas une vision bourgeoise de la marche de l'humanité quand bien même cette classe exploiteuse aurait le même type d'appréciation (ce qui n'est pas le cas). Cette dernière s'est bien sur présenté comme la représentante de la liberté, de l'égalité, de la fraternité universelle, comme l'incarnation et l'aboutissement final de la civilisation et du Progrès mais... pour mieux exploiter la classe qu'elle allait librement dominer tout en la développant : le prolétariat.

Le F.O.R, qui fait partie de ce que le G.C.I appelle péjorativement les décadentistes, n'est pas pro-esclavagiste jusqu'à telle date, pro-féodal jusqu'à telle autre, ... pro-capitaliste jusqu'en 1914. Il est contre toute exploitation. Aucun mouvement subversif ne peut tomber dans la mauvaise phase car il fait partie de la possibilité de résolution de l'antagonisme entre exploités et exploités en général, parce qu'il est la plus haute manifestation de la dignité humaine. Nous revendiquant des tous premiers hommes à s'être soulevé, nous ne pouvons être qu'avec eux, quelque soit le moment où leur lutte s'est déroulé, même si leur combat était dans l'immédiat voué à l'échec pour la transformation communiste de la société. Nous voulons parler non seulement de Babeuf, Buonarotti, Blanqui, des utopistes, mais également des THomas Münzer, des niveleurs et des Spartacus de la terre. La contradiction est présente tout le temps, mais les possibilités matérielles (objectives et subjectives) de la voir se résoudre sont beaucoup plus limitées tant que croissance et développement social vont de pair (cf Impossibilité de développement capitaliste dans Alarme n° 2).

Nous ne nous priverons pas cette fois-ci du plaisir d'encore citer :
"Dans la réalité la conscience limitée correspond à un degré déterminé du développement des

forces productives matérielles, de la richesse. Assurément, le développement n'a pas eu lieu sur cette seule base, il y a eu aussi développement de la base elle-même. Le point d'épanouissement le plus haut de cette base-même (la floraison en laquelle elle se change tout en restant cette base, cette plante en tant que fleur, d'où son étiolement après floraison et comme conséquence de la floraison) est celui où elle a atteint une forme qui la rend compatible avec le plus haut développement de l'individu. Dès que ce point est atteint la suite du développement apparaît comme un déclin, et le nouveau développement commence à partir d'une nouvelle base. (Marx. "principe de la critique de l'économie politique. 1857-1858).

Les hommes se sont à chaque fois libérés non en fonction uniquement de leur idéal de l'homme mais selon que les forces productives existantes leur prescrivaient et leur permettaient de se libérer. Toutes les libérations dans le passé, reposaient sur des forces productives limitées dans la production, insuffisante pour l'ensemble de la société, ne pouvait entraîner d'évolution que si une partie du corps social vivait aux dépens de l'autre (on est moral jusqu'au bout, pas vrai !). Par conséquent, les uns -la minorité- avaient le monopole de l'évolution, tandis que les autres -la majorité- étaient provisoirement (c'est-à-dire jusqu'à la création de forces productives nouvelles et révolutionnaires) exclus de toute évolution, contraints de lutter sans cesse pour la satisfaction des besoins les plus urgents. Au volontarisme radicalisant, qui ne peut remplacer la passion révolutionnaire qui manque, il est vrai, à bon nombre de "scientifiques communistes" qui jonglent avec les chiffres, nous préférons le doute pleinement humain qui ne prétend pas ériger sa conception du monde en un passe-partout historico-philosophique dont la suprême vertu consisterait en fait à être supra-historique.

"Il est indéniable que la société bourgeoise vient de vivre pour la seconde fois son XVI^e siècle, un siècle dont j'espère qu'il sonnera le glas de cette société, tout comme le premier l'a mise au monde. La véritable tâche de la société bourgeoise est de réaliser, tout au moins dans ses grands contours, le marché mondial et la production fondée sur lui. Comme la terre est ronde, cette tâche me semble être achevée avec la colonisation de la Californie et de l'Australie, et l'ouverture de la Chine et du Japon. Pour nous le problème difficile est le suivant : sur le continent, la révolution est imminente et elle prendra aussitôt un caractère socialiste. Ne sera-t-elle pas fatalement écrasée dans ce recoin, dès lors que , sur un terrain beaucoup plus vaste, le mouvement de la société bourgeoise est encore ascendant ? (Lettre de Marx à Engels; 8 oct. 1858)

On n'est pas plus vivant parce qu'on nie la mort, et n'est pas plus révolutionnaire parce qu'on affirme comme unique programme depuis 1848 (pourquoi pas avant ?) la dictature du prolétariat, l'abolition du salariat, des frontières et des classes sociales. Bible en tête, le GCI annonce la couleur dans son texte : "première contribution : la méthodologie". Nous, nous parlerions plutôt de la praxis réelle du prolétariat (avant-gardes comprises) au cours de son opposition au capitalisme de par sa simple existence comme classe exploitée, en considérant bien entendu, qu'elle n'est révolutionnaire qu'historiquement. Le prolétariat ne s'est pas manifesté en tant que classe indépendante par la défense de ses intérêts exclusifs du jour au lendemain et sans difficultés. L'élaboration de la théorie émancipatrice de la classe ouvrière n'a pu apparaître et se consolider sans difficultés non plus, puisque basée sur l'existence et la pratique même de la dernière classe de l'histoire. Ainsi des courants révolutionnaires par leur esprit et leur pratique érigés contre la domination de l'homme sur l'homme, prônaient, parce qu'évoluant à un certain stade de développement de l'exploitation bourgeoise et parce qu'ils provenaient de l'élan révolutionnaire de 1789, des idées qui semblent totalement dépassées et réactionnaires aujourd'hui, telles le patriotisme, le républicanisme, bien qu'ils défendissent en même temps que "la terre n'est à personne, les fruits sont à tout le monde". De la même façon la première Internationale (ne nous arrêtons pas à la II^e), preuve s'il en est de l'immense volonté émancipatrice à l'échelle mondiale, était composée par des communistes, des lassaléens, des anarchistes et même par des bourgeois radicaux. Si cela est inimaginable aujourd'hui, ce n'est pas un hasard (et les hasards existent dans l'histoire) messieurs les "invariantistes" C'est bien parce que le capitalisme est entré dans sa phase de déclin au niveau mondial et qu'il n'a plus qu'une seule classe en face de lui : celle qu'il exploite. C'est pour cela qu'il n'y a plus qu'une seule issue, la révolution communiste.

Nous devons rappeler l'excellente réponse de Marx à Vera Zassoulitch, à ces matérialistes vulgaires et bourgeois, parlant de la possibilité qu'avait la Russie de faire peau neuve sans commencer par se suicider; de s'emparer des fruits dont la production capitaliste a enrichi l'Humanité sans passer par le régime capitaliste, régime qui, considéré exclusivement du point de vue de sa durée possible, compte à peine dans la vie de la société. Mais ajoutait-il, il faut descendre de la théorie pure à la révolution russe, d'où sa théorie de la permanence de la révolution. Nous pourrions également leur rappeler les phrases de Trotsky dans son introduction à son "Histoire de la révolution russe" dans laquelle il remarque avec un bel à propos qu'il n'y a pas d'étapes intermédiaires obligatoires lorsqu'existent les conditions matérielles de les sauter, parce que de plus on y est forcé : " les sauvages renoncent à l'arc et aux flèches, pour prendre aussitôt le fusil, sans parcourir la distance qui séparait, dans le passé, ces différentes armes"...

Cette méthodologie est la nôtre. La seule compatible avec l'interprétation révolutionnaire du monde dans l'actualité. La vôtre, même avec des conclusions pratiques plus justes que la horde gauchisante, est statique, et par conséquent anti-dialectique. De surcroît votre méthodologie est timorée parcequ'elle n'ose pas s'attaquer à celui dont vous voulez encore vous revendiquer: Monsieur Karl Marx ! Faites l'effort et vous tombez encore plus durement sous le coup de sa critique, la même qu'il formulait au sein de la Ligue Communiste en 1850 contre la minorité Willick et Shepper:

" A la conception critique, la minorité substitue une conception dogmatique, à la conception matérialiste, une conception idéaliste. Au lieu de la situation réelle, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution. Tandis que nous disons aux ouvriers: " vous avez à traverser quinze, vingt, cinquante ans de guerres civiles et de luttes internationales, non seulement pour changer la situation existante et vous rendre aptes au pouvoir politique, vous, vous leur dites au contraire: " il nous faut immédiatement arriver au pouvoir, ou bien nous n'avons qu'à aller dormir "... Tout comme les démocrates, vous substituer à l'évolution révolutionnaire la phraséologie révolutionnaire "...

Ce qui était révolutionnaire a été réduit presque à néant par la contre-révolution mondiale qui s'est étendue depuis Moscou, qui a assassiné des milliers de révolutionnaires, et qui a prostitué, beaucoup plus fortement que la Social-démocratie, les idées et la pratique d'émancipation sociale, au moment même où toutes les conditions objectives étaient et sont toujours plus que présentes pour détruire la bête immonde. Nous vous laissons la critique stupide des moonistes, néo-nazis et autres nouveaux phil osophes, pour dédier toutes nos forces à notre seul objectif: Le communisme.

La IIème internationale, lors de sa constitution, se proposait des buts et une pratique nettement révolutionnaires, bien que mondialement parlant, même si elle était plus une fédération de sections nationales qu'un Parti mondial centralisé, elle allait dégénérer pour se transformer en un considérable appendice de la bourgeoisie, grâce à toutes les tendances qui ne voulaient pas du combat révolutionnaire. Le parlementarisme d'antan (jusqu'à, aproximativement le ministérialisme de Millerand et cie, et la théorie de Bernstein et Hilferding) n'était que tactique et aucunement stratégique. Le pouvoir perçu et défendu comme révolutionnaire était celui de la rue, non celui du crétinisme parlementaire et bourgeois de fait. Les maîtres " orthodoxes " du marxisme tels Kautsky et Plekhanov ont été sévèrement condamnés et combattus par les tendances qui voulaient se maintenir dans la ligne de l'opposition radicale au capital jusqu'à la rupture avec une internationale qui ne servait plus que les intérêts de la classe exploiteuse. Cela non plus, même si on peut penser que la rupture était incomplète, voir tardive pour beaucoup, n'a pas été facile. Il fallut une détermination intransigeante pour la réaliser. Cela fait partie, qu'on le veuille ou non, d'un moment important du combat de notre classe pour défendre ses propres intérêts. Moment que l'on ne peut évacuer avec une "méthodologie" plus que douteuse, émise lorsqu'il est aisé de tourner en rond par manque d'activité nettement subversive du prolétariat, vu qu'on ne peut être partie prenante, agissante, et dirigeante d'un mouvement insurrectionnel inexistant.

Cependant, malgré tous les efforts de la IIème internationale dégénérée, du capitalisme planétaire et de sa première guerre à la même échelle, le prolétariat relèvera la tête jusqu'à la prise du pouvoir en octobre 17 en Russie. Encore une fois le combat sera plus dur dans la réalité que sur un bout de papier. Et nous préférons la "méthodologie" du Lénine

des thèses d'avril, qui sait rompre avec le "programme antérieur désormais réactionnaire" du Parti Bolchevik, que la vôtre. Un programme ne peut être l'énoncé de trois phrases fort justes et applicables au demeurant, il doit correspondre à la réalité vivante dans sa totalité. Or si Marx pouvait douter en 1858 dans sa lettre à Engels, nous ne le pouvons plus. Trop d'expériences et de défaites sont venues s'ajouter à celles du XIXème siècle pour que nous puissions affirmer sans l'ombre d'un doute que la seule issue progressive pour l'humanité est la révolution communiste (ce que vous appelez programme invariant) et qu'elle est non seulement possible mais surtout urgente.

Le capital domine la terre entière jusqu'à l'écoeurement. Le prolétariat s'est manifesté comme force capable de l'anéantir en plusieurs occasions, et d'une façon mondiale dans la vague de 17-37. Sont vraiment anti-dialectiques tous ceux qui attendent par intérêt en tant que fraction capitaliste en fait, que les "successions historiques logiques et inévitables" se produisent de la même façon dans tous les recoins de la terre. Crapuleuse déformation et utilisation du matérialisme pratique pour soutenir des "luttres de libérations nationales" qui ne sont que des guerres inter-capitalistes induites par l'existence du monde marchand à un moment où il aurait déjà du disparaître. C'est cela, entre autre, la décadence du système de civilisation actuel.

"En tant que subversion sociale, en tant qu'action pratique de l'Homme sur son histoire, la Révolution Française ne fut pas l'oeuvre de la Bourgeoisie, mais principalement celle des masses pauvres des villes et des serfs féodaux. La destruction complète et rapide des survivances économiques féodales et de l'appareil politique de la monarchie absolue n'aurait pas eu lieu (c'est le cas de beaucoup d'autres pays, capitalistes depuis très longtemps), sans la conquête, par les artisans et les ouvriers, du droit d'insurrection, ce dont le prolétariat moderne devra tenir compte dans de futures situations post-révolutionnaires. Grâce à ce droit, les quartiers pauvres de Paris arrachèrent une mesure après l'autre à la majorité modérée de la Convention, souvent aux Jacobins eux-mêmes, allant jusqu'à faire une incursion dans le pouvoir politique en proclamant le gouvernement révolutionnaire et en instaurant la domination de la Commune, appelée à des répercussions lointaines et fécondes. Voilà comment la révolution démocratique-bourgeoise française réussit à atteindre son propre achèvement, cas unique, et ce qui nous donne parfois comme une fragrance de la future révolution socialiste mondiale.

Mais la domination politique des masses pauvres devait être éphémère, car elles n'occupaient pas encore la place ni les fonctions indispensables pour imprimer à la société une orientation communiste, le capitalisme lui-même étant peu développé. Cependant, des mesures économiques dirigées contre certains bourgeois furent adoptées. C'est un fait souligné par Mathiez que le coup d'Etat de Thermidor éclata lorsque le Comité de Salut Public voulut mettre en application une loi d'expropriation au bénéfice des indigents qui affectait bon nombre de spéculateurs et de nouveaux riches. La Commune et les masses pauvres en général, déjà bridées par Robespierre, furent réduites à l'impuissance, mais elles avaient anéanti à jamais la monarchie absolue et le féodalisme."

G. Munis
(Parti-Etat, Stalinisme, Révolution)